

INPRECOR

Correspondance de presse internationale

Numéro 265
du 9 mai 1988

ALLEMAGNE
Pour les 35 heures

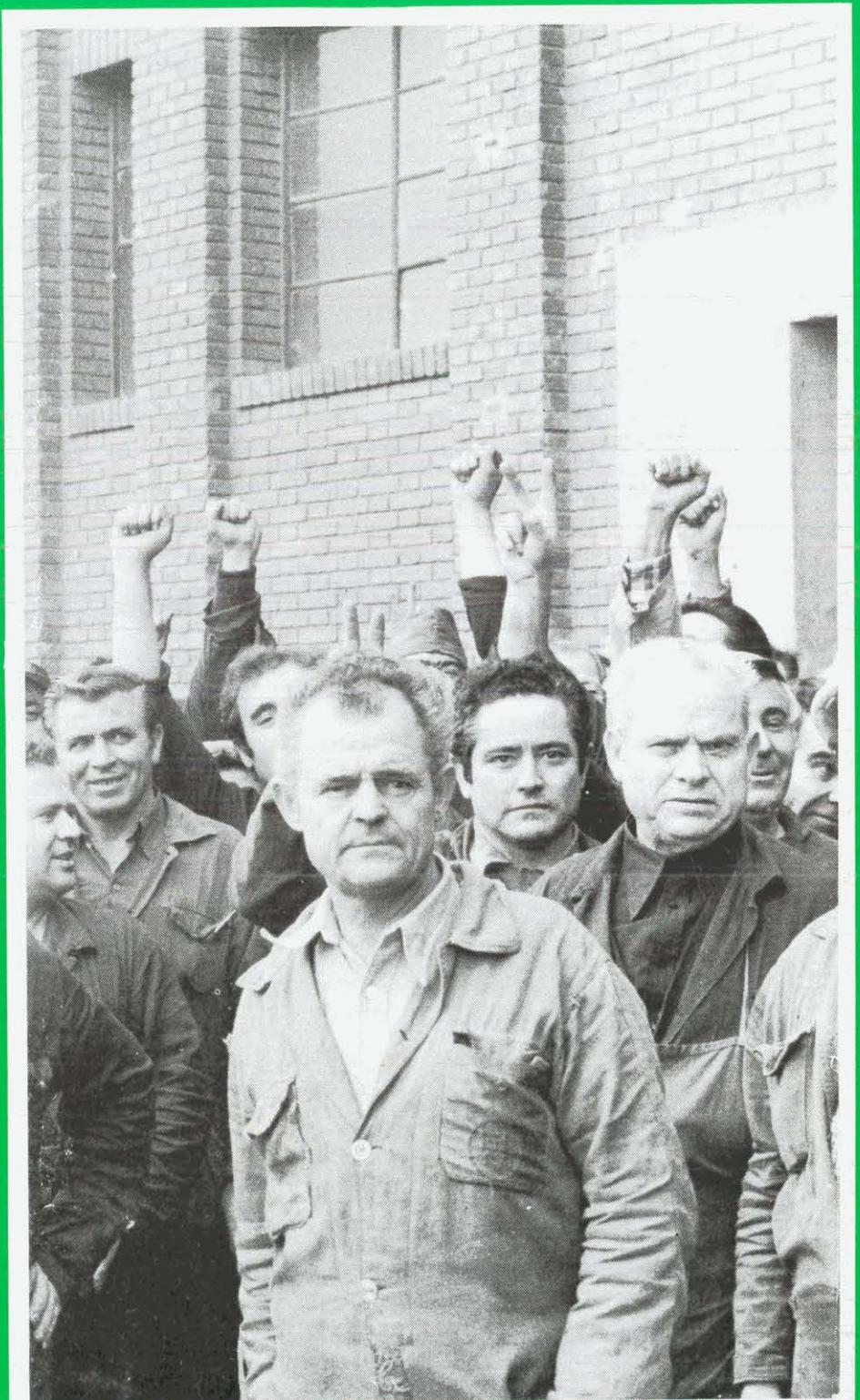
Vague
de grèves
en Pologne

MEXIQUE
Fraude électorale
à l'horizon

PHILIPPINES
Droits de l'Homme
en danger



15 FF - 4 FS - 85 FB



INPRECOR

Revue bimensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Éditée par Presse-Édition-Communication (PEC).

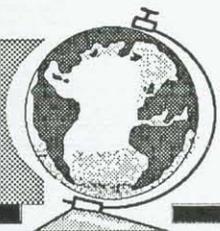
Administration : 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Directeur de publication : Christian Lamotte. Commission paritaire numéro 59117, ISSN 1 0294 - 8516. Imprimé par Rotographie.

SOMMAIRE DU NUMERO 265 DU 9 mai 1988

- 3 POLOGNE
Le défi à Jaruzelski
Cyril SMUGA
- 5 RFA
Pour les 35 heures !
Propos recueillis par *Michel MOREL*
- 10 AFRIQUE DU SUD
L'étau se resserre
autour des syndicats
Paul SMITH
- 14 MOYEN-ORIENT
L'OLP après le meurtre d'Abou Jihad
Salah JABER
- 15 MEXIQUE
Elections frauduleuses à l'horizon
Interview de *Sergio RODRIGUEZ*,
dirigeant du PRT
- 19 GRECE
La révolte étudiante
Demetres KATSONIDES
Autopsie d'un mouvement
SPARTAKOS
- 22 PHILIPPINES
Droits de l'Homme en danger
Extraits du rapport d'*Amnesty International*
- 26 ISRAEL
Condamnation
de Mordechai Vaanunu
Michel WARSCHAWSKI

**EN
BREF...**



- 27 NOUVELLE-CALEDONIE : Communi-
qué de presse du FLNKS ; PHILIPPINES :
Arrestations de dirigeants du PCP.

68-88

En mai,
fais ce qu'il te plait !

Dans le prochain numéro tout ce
qui se passait en 68 ; en Allemagne,
en Espagne, en Pologne, au
Vietnam, aux Etats-Unis, etc, etc...
Un numéro historique, plein de bruit
et de fureur, que vous voudrez
léguer à vos petits enfants en 2018.

68-88

ABONNEMENT 24 NUMEROS PAR AN

Nom - Prénom.....

Numéro et Rue.....

Commune

Code postal..... Pays.....

Abonnement Réabonnement

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC",
à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris,
93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois ; 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois ; 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois ; 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois, 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Diffusé dans les librairies par Diffusion Populaire -
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS - Tél : 45.32.06.23

Le défi à Jaruzelski

AU DEPOT DES TRANSPORTS EN COMMUN DE BYDGOSZCZ et Inowroclaw, la tension montait depuis des semaines. Le lundi 25 avril à l'aube, c'est spontanément que l'un après l'autre, les chauffeurs refusent de partir en ville. Un rassemblement se forme et grandit. C'est la grève.

Cyril SMUGA

PANIQUE, le chef du syndicat officiel tente de les convaincre que les négociations pourraient finalement aboutir, que la grève est illégale... Rien n'y fait. Les travailleurs veulent immédiatement discuter et, en attendant le résultat, ils sont près de 2 500 à se croiser les bras. Une délégation est formée. Une liste de dix revendications est dressée : augmentation de salaires de 150% pour tous, remise en état du matériel roulant, système de compensation automatique de la hausse des prix et, enfin, destitution du directeur.

Au bout de 12 heures de grève, le préfet lâche 68,75% d'augmentation du salaire horaire de base. Sur le reste, la négociation se poursuivra... plus tard. La grève est finie sans avoir atteint tous ses objectifs, mais le sentiment de victoire est général.

Ceux de Nowa-Huta

Le 26 avril, dès le matin, les discussions vont bon train au laminoir-pressé du complexe sidérurgique "Lénine" de Nowa-Huta, dans les faubourgs de Cracovie. Construite dans les années 50, c'est la plus grande unité industrielle de Pologne, avec plus de 30 000 personnes. Les salaires sont supérieurs à la moyenne nationale. Les structures de Solidarité, malgré la répression, restent présentes et publient régulièrement des bulletins. En 1981, ce fut l'un des bastions du mouvement pour l'autogestion.

A 9 heures du matin, les 700 ouvriers du laminoir-pressé partent en grève, rapidement suivis par ceux du laminoir à froid, du laminoir à petits fers et du train à froid. Des comités de grève sont élus dans les ateliers. A 14 heures, la tôlerie rejoint le mouvement, la grève touche maintenant 4 000 ouvriers. Les Conseils d'autogestion soutiennent la grève, le syndicat officiel s'y oppose farouchement. Dans l'après-midi, des tentatives de négociations ont lieu avec les deux vice-directeurs : ils n'ont rien à proposer. A 18 heures, l'atelier mécanique débraye à son tour. Les grévistes sont déjà près de

8 000. Un comité central de grève est élu, présidé par Andrzej Szewczuwaniec du laminoir, il est composé de neuf membres, tous militants de Solidarité en 1980-1981. Des jeunes militants de l'opposition mettent en place un service d'information téléphonique sur la grève. C'est auprès d'eux que nous avons pu obtenir l'essentiel des informations sur la grève.

Une cahier de revendications est rédigé. Les grévistes exigent :

- l'augmentation de 30% du salaire de base (cette revendication passera ensuite à 50%) ;
- la garantie que les grévistes ne seront pas réprimés ;
- le payement intégral des jours de grève ;
- la publication dans les médias des informations sur la grève ;
- l'échelle mobile automatique ;
- le doublement de la compensation salariale accordée lors des hausses des prix de février dernier (de 6 000 à 12 000 zlotys par mois) pour tous les travailleurs de l'industrie, de la santé et de l'éducation, ainsi que pour les pensionnés et les retraités ;
- l'augmentation des primes pour le travail dangereux et épuisant ;
- la réintégration à leurs postes de travail, des militants de Solidarité licenciés depuis 1981 et en particulier des dirigeants de la Commission ouvrière des sidérurgistes de Nowa Huta, Mieczyslaw Gil, Stanislaw Handzlik, Jan Ciesielski et Edward Nowak.

A 23 heures, les négociations commencent entre le directeur général, rentré d'urgence d'une réunion ministérielle à Varsovie, et le comité de grève. Le directeur n'est prêt à céder que sur un point : la compensation salariale de la hausse des prix. Les négociations sont rompues à 3 heures du matin, le 27.

D'autres ateliers se joignent à la grève : celui des matériaux ignifugés, le laminoir à froid, le train à tuyaux... C'est plus d'une dizaine d'ateliers qui sont paralysés par une grève touchant déjà 20 000 travailleurs. Le 27 avril, l'acierie s'installe dans la grève. De nouvelles revendications apparaissent au cours des assem-

blées générales tenues dans les ateliers en grève : revalorisation des pensions et retraites, augmentation générale des salaires pour les travailleurs des deux secteurs les moins payés en Pologne, l'enseignement et la santé. Enfin, le débat porte sur le pluralisme syndical. Les grévistes ont d'ores et déjà décidé de le résoudre à leur manière. A l'issue de la grève, les comités de grève seront automatiquement transformés en comités constitutifs de leur propre syndicat dans chaque atelier. La question de savoir si ce sera Solidarité ne se pose même pas, chacun connaît la réponse, quel que puisse être le nom que, pour des raisons tactiques ce syndicat pourrait prendre. Le comité de grève s'élargit à des représentants des ateliers qui ont rejoint la grève plus tard. La grève s'organise : il est décidé que chaque équipe passera 16 heures de suite dans l'usine, puis prendra 8 heures de repos. Sans qu'il s'agisse d'une grève avec occupation à proprement parler, les travailleurs maintiendront la pression par leur présence massive à tout moment.

La direction doit céder

Après avoir essayé, sans résultat, de diviser les grévistes en tentant de négocier atelier par atelier, la direction accepte une nouvelle négociation avec le comité de grève. Mais c'est une fin de non-recevoir que le directeur apporte aux délégués des grévistes. Il accepte de céder partiellement sur les salaires en augmentant de 50%, non pas le salaire de base, mais le salaire total. Sur les autres revendications, il n'a rien à dire, mais il menace : *"c'est à prendre ou à laisser. En cas de refus de votre part, je ne pourrais plus garantir la sécurité dans l'entreprise et ce sont les forces de l'ordre qui s'en chargeront..."*. Le comité de grève refuse. Entre la revendication des grévistes et la proposition du directeur, la différence est substantielle. Et il n'est pas question de céder sur la réintégration des dirigeants syndicaux licenciés après le coup d'Etat (deux d'entre-eux, Jan Ciesielski et Stanislaw Handzlik sont d'ailleurs parmi les grévistes), ou sur les garanties de sécurité, ou sur les revendications pour les autres catégories des travailleurs. Le directeur joue la peur et le pourrissement ; il dépêche la maîtrise pour faire signer aux grévistes une déclaration individuelle stipulant qu'ils participent à une "grève illégale". Les ateliers qui ne peuvent, pour des raisons techniques, cesser le travail - notamment les hauts-fourneaux et le transport intérieur de l'usine - votent des déclarations de solidarité avec les grévistes. L'écho de la grève commence à se répandre dans le pays.

Le 28 au matin, un millier d'étudiants de Cracovie ont organisé une manifestation de soutien et un meeting où les représentants de diverses organisations oppositionnelles - mouvement "Liberté et Paix" (WiP), le syndicat étudiant dissous NZS, le Parti socialiste polonais (PPS) et la Confédération de la Pologne indépen-

dante (KPN) - appellent à soutenir et à élargir la grève. Les manifestants seront violemment dispersés par la police. A Wrocław, le PPS a organisé un meeting devant l'usine Dolmel lors de la sortie du travail de la première équipe. Jozef Piniory a appelé à soutenir la grève des sidérurgistes de Cracovie. Le service de sécurité de l'entreprise a tenté d'interrompre le meeting en arrêtant Piniory, mais les travailleurs se sont interposés et l'ont arraché des mains des vigiles. Néanmoins, plus tard, Jozef Piniory et deux autres militants du PPS de Wrocław, Czesław Borowczyk et Jolanta Skiba, étaient arrêtés par la police : le 29 à midi ils n'avaient toujours pas été libérés. La police a également procédé à l'arrestation à Lublin de Zbigniew Bujak et Janusz Onyszkiewicz.

Solidarité des autres régions

Des motions de soutien aux grévistes parviennent de diverses régions de Pologne : Lech Walesa lance de Gdansk un appel à la préparation de la grève dans les régions de Wrocław, Gdansk et Szczecin, au cas où les autorités tenteraient de briser le mouvement par la force. A Bielsko-Biala, une ville industrielle distante d'une centaine de kilomètres de Cracovie, des appels à la grève apparaissent dans la fabrique automobile FSM (liée à la firme Fiat par des accords de coopération), au dépôt des transports en commun et parmi les travailleurs des car inter-urbains. A Ostrowiec Swietokrzyski, un appel à la grève est lancé dans l'aciérie locale. Enfin, à Stalowa Wola, dans le centre du pays, la grève doit commencer le 29 avril si la direction ne réintègre pas deux militants, licenciés quelques jours plus tôt après un meeting de protestation contre la hausse des prix qui avait réuni 5000 travailleurs de l'usine. En Haute-Silésie, les militants du PPS ont diffusé le journal du comité clandestin de Solidarité de l'aciérie Huta Katowice devant les portes de cette usine, le 26 avril à 14 heures.

Le 29 avril, la situation se tend dans l'aciérie "Lénine" de Cracovie : la direction tente de confisquer aux grévistes les laissez-passer qui permettent d'accéder à l'usine, ce qui équivaut à un licenciement. En réponse, les travailleurs qui assurent le transport intérieur de l'usine annoncent un arrêt du travail pour la mi-journée (qui condamnerait tout le complexe à la paralysie et imposerait notamment l'arrêt rapide des hauts-fourneaux). Ils se déclarent ensuite prêts à partir en grève active (c'est-à-dire en soumettant à l'autorité du comité de grève, la maîtrise et les cadres). A 12 heures, la centrale d'oxygène est à son tour à moitié paralysée par la grève, ce qui met également en cause le fonctionnement des hauts-fourneaux. Lors d'une conférence de presse tenue à Varsovie, le porte-parole du gouvernement Jerzy Urban n'exclut pas la "pacification" du mouvement par la police. "C'est une décision qui dépend du directeur", explique-t-il. Le syndicat officiel OPZZ, qui s'oppose à la grève, négocie avec le directeur sur

une partie des revendications des grévistes. L'élargissement de la grève se fait lentement : les assemblées tenues le matin dans les dépôts des bus et des tramways, ont décidé d'une grève d'avertissement d'un quart d'heure ; la grève démarre dans une filiale des aciéries Lénine de la ville voisine de Bochnia. A Stalowa Wola, un comité de grève est élu avec, à sa tête, l'ouvrier Wojtas, président du comité constitutif public de Solidarité dans l'aciérie. A Cracovie, c'est au sein de l'hôpital de l'Académie de médecine que la solidarité est la plus prompte à démarrer. Le 29 avril à 11 heures, lors d'une assemblée générale, un comité de protestation est formé ; il appelle à se solidariser avec les sidérurgistes et à développer des grèves.

La généralisation des grèves se heurte cependant à deux difficultés. D'une part, les autorités ont relancé le mouvement de versement anticipé de la prime liée aux bénéfices des entreprises. Dans certaines d'entre elles, c'est une somme équivalente à plusieurs mois de salaires que les travailleurs obtiennent en une fois. Par ailleurs, il semble que le gouvernement prépare une baisse d'impôt des entreprises, ce qui permettrait aux directeurs d'avoir plus de

flexibilité sur les questions salariales. D'autre part, contrairement à août 1980 lorsque toute l'opposition était unie pour offrir aux grévistes la perspective d'une généralisation de la grève afin d'imposer la reconnaissance des syndicats libres, des hésitations se font jour aujourd'hui parmi les principaux dirigeants de Solidarité quant à la possibilité et l'utilité d'élargir le mouvement. Les illusions sur une hypothétique démocratisation du régime sous la pression supposée de Gorbatchev, cumulée avec celle de luttes sociales qui resteraient circonscrites, et la peur de voir se répéter le scénario de décembre 1981, en sont la source.

Quelle qu'en soit l'issue finale, la grève des sidérurgistes de Nowa-Huta a d'ores et déjà transformé le climat social en Pologne. La politique d'austérité du régime du général Jaruzelski, qui correspond aux vœux du Fonds monétaire international, aura bien du mal à s'imposer. Et la revendication des libertés syndicales se posera avec plus de forces que jamais. ■

le 29 avril 1988

Déclaration du Comité de grève du combinat sidérurgique "Lénine".

Le 26 avril à 9 heures du matin, nous avons commencé la grève au combinat sidérurgique Lénine.

Nous exigeons l'augmentation de la compensation des hausses de prix à 12 000 zlotys pour tous les travailleurs de l'industrie, de la santé et de l'enseignement, ainsi que pour les retraités. Dans notre cahier de revendications, nous exigeons également l'échelle automatique et permanente des salaires, équivalent à l'augmentation des prix des articles indispensables pour vivre.

La politique économique des autorités de la République populaire de Pologne a amené des millions de travailleurs et leurs familles, au bord de la misère. Nous refusons de nous serrer la ceinture sous la contrainte. Notre confiance dans les réformes promises par le Parti est épuisée. En boycottant le référendum de novembre, nous avons rendu au pouvoir la monnaie de sa pièce. Au mépris et à l'humiliation, nous avons répondu par le mépris.

Nous exigeons une augmentation du salaire de base de 50% pour tous les travailleurs du combinat. Nous voulons retrouver ainsi le droit à la journée de huit heures, conquis voilà longtemps. Nous voulons que nos salaires nous assurent ainsi qu'à nos familles, une vie digne et un repos mérité après le travail.

Nous ne renoncerons pas à ces revendications, car telle est la volonté des travailleurs qui nous ont élus comme leurs représentants. La vie a montré une fois de plus que les délégués élus par le syndicat officiel dans la sidérurgie, ne représentent pas les intérêts de l'ensemble des travailleurs. Nos négociations avec la direction du combinat sont difficiles. Mais nous avons bon espoir de parvenir à un accord.

Nous déclarons que les tentatives de nos interlocuteurs de nous intimider par la menace d'une intervention des forces de l'ordre, constitue une expression de l'arrogance de l'administration. Nous répondons avec tout notre sens de la responsabilité que nous, travailleurs en grève du combinat, sommes disposés à céder à nos "hôtes", nos propres postes de travail.

Nous remercions tous ceux qui nous appuient activement avec leurs actions de solidarité. Nous te remercions Lech, pour les mots que tu nous a envoyés au début de notre chemin. Soit avec nous, comme nous sommes avec toi, pour le meilleur et pour le pire. ■

Nowa-Huta, 27 avril 1988, à 22 heures.
Comité de grève du combinat sidérurgique Lénine

Pour les 35 heures !

35 HEURES ! Depuis plusieurs années, la mobilisation des travailleurs de la métallurgie en RFA, avec l'IG Metall leur syndicat, fait référence en Europe, pour en finir avec le chômage et conquérir du temps pour vivre.

Ce constat cadre mal pourtant avec l'image courante de la classe ouvrière allemande, disciplinée, anesthésiée depuis des décennies par la politique de cogestion et de partenariat social, chère au patronat d'outre-Rhin, à la Confédération unique des syndicats de l'industrie et des services (DGB), au Parti social-démocrate (SPD). L'explosion de colère des sidérurgistes de la Rhur en décembre dernier, arrachant un accord ramenant la durée du travail hebdomadaire à 36h30 a surpris. La lutte acharnée des grévistes de Krupp-Rheinhausen, qui ont renoué avec les meilleures traditions d'initiatives, d'auto-organisation, de contrôle des luttes, de la classe ouvrière allemande, produit un effet d'exemple sensiblement analogue à celui des luttes de l'hiver 1986-1987 en France. Actuellement, ceux de Rheinhausen se trouvent confrontés à une nouvelle provocation : le groupe fasciste SAT, dirigé par Kühnen un néo-nazi bien connu en RFA, a prévu une manifestation à Rheinhausen même, déclarant son intention d'y proclamer un syndicat fasciste. Le mouvement populaire de solidarité à Rheinhausen était déjà choqué par le fait que les officiels du DGB avait décidé, contre leur volonté, d'organiser la manifestation du 1er mai à des kilomètres de l'entreprise. Maintenant, le comité civique, à une large majorité, a décidé de ne pas céder un pouce de terrain. Lundi 25 avril, un représentant de la police devait venir au comité civique pour dire si oui ou non, la manifestation fasciste serait interdite. Il n'est pas venu... Un représentant de la direction du DGB s'est fait siffler par la salle où mille personnes étaient présentes, parce qu'il défendait le point de vue officiel des bureaucrates. La lutte à Krupp-Rheinhausen est suspendue mais la grève peut reprendre à tout moment. Les tentes de piquets de grève n'ont pas été démontées, symbolisant ainsi la volonté de riposte afin, comme l'affirment les représentants des travailleurs, d'être prêts si les négociations en cours prenaient mauvaise tournure.

Quatre mois après le début de cette secousse sociale, nous avons fait le point avec Manuel Kellner, membre du bureau politique du Parti socialiste unifié (VSP).

NPRECOR : Résumons d'abord les principales étapes de la lutte pour les 35 heures en RFA.

MANUEL KELLNER : Elle a débuté en 1977 lorsque le congrès de l'IG Metall a adopté, contre la volonté de la direction du syndicat, la revendication de réduction du temps de travail, de la semaine de 35 heures sans diminution de salaire. Elle constituait un début de réponse à la question du chômage massif, et manifeste en même temps une volonté d'améliorer les conditions de vie, notamment pour les femmes qui supportent généralement une

double journée de travail. A l'époque, les branches industrielles particulièrement touchées par la crise étaient, comme dans le reste de l'Europe, l'acier et la construction navale. Elles subissent alors les plans anti-sociaux mis en place par le dernier gouvernement social-démocrate d'Helmut Schmidt. Une première poussée de grèves actives au cours desquelles la base commence à contester la direction de l'IG Metall, se produit en 1978-1979. Ces luttes n'obtiennent pas de réduction de la semaine de travail, mais six semaines de congés payés.



■ Puis, ce sont les grèves de 1984 qui vont réellement faire de la lutte pour les 35 heures en Allemagne, une référence en Europe...

- Oui. En 1984, la lutte pour les 35 heures dans la métallurgie se généralise. Signalons que la sidérurgie et la métallurgie sont régies par des accords contractuels différents, mais sont toutes deux membres de la même Fédération syndicale, l'IG Metall.

La tactique de lutte utilisée par l'IG Metall en 1984, le "mini-max", (un minimum de grèves pour le maximum de résultats), avait un très gros inconvénient : elle n'entraînait pas les travailleurs dans la mobilisation. La première vague de grève consiste en de courts arrêts de travail d'avertissement. Puis, le syndicat développe une offensive de popularisation du mouvement pour les 35 heures. Il s'agit ensuite de bloquer la production des usines, en décrétant la grève dans quelques entreprises-clés, en amont de la branche industrielle. Seuls les travailleurs de ces entreprises-là sont "en grève". Les travailleurs des entreprises qu'ils fournissent vont se retrouver, quant à eux, en "chômage technique". Le mouvement se développera essentiellement, dans les Etats (Land) de Hesse et de Bad-Wurtemberg.

Ce sera le célèbre "premier pas vers les trente cinq heures", les trente-huit-heures-trente, mais c'est également la première porte ouverte sur la flexibilité. Cet recul tient essentiellement au refus de la direction de l'IG Metall de prendre en compte la volonté des femmes en matière de diminution quotidienne du temps de travail.

L'application de la semaine de trente-huit-heures-trente va donc se régler au cas par cas, entreprise par entreprise, au gré des rapports de forces. Dans de nombreuses entreprises, cela se traduira simplement par des journées de congé supplémentaires.

■ Cet accord a tout de même contribué à la création de nouveaux emplois dans la métallurgie, non ?

- Selon la direction de l'IG Metall, ce "premier pas vers les 35 heures" aurait créé ou sauvé l'équivalent de 100 000 postes de travail. Cela reste une goutte

d'eau dans l'océan du chômage. Il est très difficile également de savoir si cela provient de la réduction du temps de travail ou d'une certaine relance due à la conjoncture...

L'IG Metall qui, depuis le congrès de 1977 s'est renforcé à travers ces différentes luttes explique évidemment que le "syndicat ne peut pas tout faire et que l'élément déterminant reste le politique". Nous revenons-là sur le terrain de l'alternance social-démocratie, démocratie-chrétienne (CDU) dans le cadre des institutions.

La CDU va lancer une offensive avec le patronat pour une nouvelle réglementation du droit de grève. Celle-ci met fin aux indemnités versées par l'Office fédéral du travail aux travailleurs des usines lock-outés en raison des mouvements de grève dans l'entreprise qui les fournit. La tactique du mini-max est ainsi de fait mise hors-la-loi. Le versement des indemnités aux grévistes, qui est ici la règle, et aux travailleurs lock-outés, va se retrouver intégralement à la charge des caisses du syndicat.

C'est sans doute une des raisons de la grève qui n'aura finalement pas lieu au printemps 1987. Après une première série de grèves d'avertissement, l'IG Metall renonce finalement à l'action au profit d'un accord signé avec le patronat réduisant la semaine de travail à trente-sept-heures-trente à partir du printemps 1988, soit un an après la signature de l'accord ! Puis, à 37 heures au printemps 1989. En contrepartie, la flexibilité du temps de travail s'accroît, la durée hebdomadaire de travail peut varier de 37h à 40h, et peut même aller jusqu'à mettre en cause la semaine de travail de cinq jours.

■ Venons-en maintenant à la lutte dans la sidérurgie qui a ses propres spécificités, dans le cadre général des luttes pour les 35 heures que tu viens de rappeler.

La démarche de principe de la direction de l'IG Metall est de ne pas déconnecter sidérurgie et métallurgie. Si l'on obtient tel accord dans les métaux, il faudra obtenir juste un peu mieux pour les sidérurgistes.

Or ce raisonnement colle de moins en moins avec la situation de l'emploi, particulièrement catastrophique dans la Ruhr, le bastion historique de la sidérurgie. Le taux de chômage y bat tous les records, 17%, 19% voire 20% dans certaines localités ! La question que se posent donc tous les syndicalistes de l'acier est évidemment, que faire contre ça ? Les débats sur la nationalisation de la sidérurgie, pour la sauvegarde de l'emploi et la production de biens socialement utiles, ont débuté dans la

Ruhr il y a plusieurs années. Là encore, la direction de l'IG Metall a dû adopter cette position sous la poussée de la base du syndicat. Mais ceci est resté une victoire sur le papier, sans aucune initiative dans l'action. Toutefois, le découragement, la défiance à l'égard de la direction du syndicat se sont cette fois matérialisés. Une coordination de l'acier s'est constituée. Elle regroupe des syndicalistes dont les appartenances politiques sont des plus variées : des sociaux-démocrates de gauche, des militants du Parti communiste allemand "orthodoxe", le DKP, des militants d'extrême-gauche dont des camarades du VSP, des inorganisés... C'est une coor-

- La coordination de l'acier réfléchissait et débattait en permanence des moyens propres à sauver l'emploi dans les entreprises, principalement dans la Ruhr. La perspective était de lier la question des conventions sociales dans l'acier à cette exigence-là, autour de deux éléments : la négociation de protocoles de sauvegarde contre les effets de la modernisation dans les entreprises, et la préparation d'actions autour de la question centrale de la nationalisation de la sidérurgie.

La coordination pensait qu'il n'était pas possible de lancer la lutte contre la volonté de la direction de l'IG Metall et faisait pression pour obtenir que celle-ci engage l'action.

■ Ces revendications, qui restent très classiques, démontrent au fond, combien la direction de l'IG Metall peut être beaucoup plus droitière qu'on ne l'imagine souvent en Europe.

Elle a d'ailleurs pris de front la coordination de l'acier et ses propositions d'entamer l'action. Frantz Steinkuehler, le principal dirigeant de l'IGM, s'est adressé à tous les syndicats des entreprises de la sidérurgie, car la coordination de l'acier est présente partout, avec un leitmotiv : "arrêtez ces diversions"...

L'IG Metall partant du principe que les accords dans l'acier doivent se combiner avec ceux de la métallurgie, n'avait aucune envie d'entendre parler de nationalisation ou de sauvegarde de l'emploi, d'autant que les derniers accords de 1987 dans la métallurgie accentuaient au contraire, le recours à la flexibilité.

La conséquence de cette logique, "réaliste" dans la métallurgie est inévitablement d'admettre les pertes massives d'emplois dans la sidérurgie, fixées dans le cadre de la politique européenne. Les accords conclus avec le patronat de la sidérurgie à Francfort, en septembre 1987, en témoignent. Ils justifient à l'avance, les suppressions de postes. En contrepartie, les patrons ne s'engagent à rien. Ils soulignent simplement que des mesures devront être prises pour que les effets des suppressions de postes soient rendus supportables par des mesures sociales, par la création de sociétés chargées de créer de nouveaux emplois dans le domaine des besoins sociaux ou écologiques. Des "Erzatzarbeitsplätze", (emplois de substitution) selon la terminologie officielle. Des "Erzatz" d'emplois traduirait-on en Français, expression qui est restée en travers de la gorge des sidérurgistes menacés de suppression intégrale d'emploi et non d'Erzatz de suppressions d'emplois.



dination réellement représentative de délégués radicaux, majoritaires ou minoritaires dans les conseils d'usine des principales entreprises de la sidérurgie ; des délégués qui ont mené depuis plusieurs années maintenant, un travail intense d'explication, de propagande auprès des travailleurs de leurs usines, une activité quotidienne et assidue pour la reprise en charge par leurs collègues de travail, des perspectives radicales de lutte pour le maintien de l'emploi dans la sidérurgie. La grève exemplaire à Krupp-Rheinausen, nous allons y venir, est également le produit de cette activité tenace.

■ Peux-tu résumer ces propositions radicales ?

■ **Quelle a été la réaction des syndicalistes radicaux face à cet accord ?**

- A Krupp-Rheinausen, là où va éclater la lutte, la gauche du syndicat est majoritaire au conseil d'entreprise depuis les dernières élections.

Ils ont élaboré et signé un accord local essayant de limiter la casse dans leur entreprise. Cet accord est basé sur un "concept d'optimisation", prenant en compte la dimension sociale de la production d'acier, mais n'élimine pas, évidemment, tout danger de licenciements. Ils ont expliqué publiquement qu'ils avaient recours à ce moindre mal parce que les accords de Francfort signés par l'IG Metall ne leur permettaient pas d'autre méthode. Ils ne croyaient pas possible de dire "on est contre tout licenciement", lorsque la direction de leur syndicat qui regroupe deux millions sept cent mille syndiqués, dit le contraire.

■ **Et évidemment, le cartel de l'acier Krupp-Thyssen-Mannesman, a fait fi de l'accord signé à Krupp-Rheinausen ?**

- Exactement. Le 27 novembre dernier, des "fuites" ont appris aux travailleurs de Rheinausen que les trois grands de l'acier venaient de conclure un accord aboutissant à la fermeture complète de Rheinausen, à la suppression de six mille emplois, et à la répartition de la production de l'usine sur d'autres sites des trois groupes.

L'explosion de colère fut immédiate. La Ruhr a renoué avec la colère ouvrière. Les travailleurs ont ressenti cette entente entre les trois comme une véritable escroquerie, consistant de la part de la direction de Krupp à rompre dans leur dos un accord signé avec leur représentant. Dès ce moment, les actions de masse se sont développées spontanément. Les 28 et 29 novembre, les actions grévistes se succèdent à Rheinausen sans que personne n'y ait appelé officiellement. Elles sont "couvertes" par les délégués, par l'IG Metall.

Le 30 novembre les travailleurs effectuent des délégations dans les usines de la région ; le 2 décembre, ils occupent le pont qui traverse le Rhin à Duisbourg ; le 3 décembre, douze mille écoliers manifestent en soutien aux sidérurgistes ; le 4 décembre, les travailleurs en colère se rendent à la villa des Krupp, où ils feront une razzia sur le buffet préparé pour les administrateurs, et termineront la visite en fumant les cigares qui étaient réservés à ces éminents personnages !

■ **La grève perce alors dans les médias et devient un modèle...**

- Krupp-Rheinausen est effectivement devenu une référence, entraînant une mobilisation de soutien très forte. Plusieurs mois après le début de la grève, quarante mille personnes participaient à un gala de solidarité à Duisbourg.

La participation des grévistes à l'action a été exemplaire, dès le début. D'ha-

bitude, tout est très discipliné. Cette fois c'était tout autre chose. Les travailleurs prenaient des initiatives, sans aller demander l'avis de la direction de l'IG Metall. La tendance à l'auto-organisation s'est développée dès le début de la lutte, dans l'usine, comme dans le "comité de citoyens" qui tenait ses réunions avec plusieurs centaines, voire un millier "d'activistes", le lundi et le vendredi dans l'entreprise. De nombreuses discussions se déroulent en son sein, débats politiques menés de pair avec l'organisation des manifestations de soutien, des initiatives culturelles.

■ **L'usine était de fait, occupée, ce qui n'est pas très courant en RFA ?**

- Pendant tout un temps, les travailleurs étaient les maîtres, sans voir l'ombre d'un manager pendant des semaines. Ils décidaient de travailler ou pas. Les actions étaient définies en assemblée générale. Ils avaient adopté la tactique du *Stop and go* qui consiste à réduire la production, mais à ne pas l'arrêter. La proposition de faire grève à 100% avait été repoussée car ils voulaient continuer à alimenter d'autres usines en aval, afin de ne pas leur donner prétexte pour se fournir ailleurs, justifiant ainsi un peu plus encore la fermeture de Krupp-Rheinausen.

■ **Quelles sont, selon toi, les raisons profondes de l'impact de la lutte de Rheinausen, dans l'opinion ouvrière ?**

- La lutte était l'expression d'un "ras le bol" social. Une façon de dire "non pas ça, c'est trop on n'accepte plus". Krupp-Rheinausen est une usine moderne, performante. Sa fermeture paraît être un non-sens. Entendons nous bien, cette mobilisation est restée dans un cadre politique dynamique, mais limité du point de vue de sa contestation de la politique infligée à la classe ouvrière en temps de crise.

La colère qui s'est exprimée à Rheinausen, ne provenait pas d'une révolte, d'un refus total de toute suppression d'emplois, mais de l'écœurement provoqué par l'escroquerie patronale qui allait jusqu'à remettre en cause, un accord conclu, à l'effacer.

Le soutien à la lutte des "kruppianers" est souvent resté verbal dans les usines où ils allaient en délégation. A Krupp-Bochum par exemple, les travailleurs ne se sont jamais engagés à refuser de fabriquer des produits remplaçant ceux de Krupp-Rheinausen.

En même temps, la lutte a entraîné une riposte ouvrière dans la région, contre les plans de suppressions d'emplois dans la sidérurgie, contraignant l'IG Metall à faire quelque chose "contre le chômage massif". L'initiative des ouvriers radicaux de Rheinausen a contraint cet énorme élément qu'est l'IG Metall à réagir. Le 10 décembre, deux cent mille sidérurgistes environ, manifestaient dans la Ruhr. Rien ne circulait à Duisbourg de 6h du matin à

20h le soir. Les grandes routes étaient bloquées ; ce qui fonctionnait était mis en route et contrôlé par les travailleurs. La grève était organisée avec des maires de cette région où le SPD est hégémonique.

Grève radicale, solidarité de masse et limites politiques donc, tout cela va de pair.

■ **Comment la coordination de l'acier a-t-elle subi l'épreuve de ce mouvement de grève face à la direction de l'IG Metall ? Elle était contrainte à se comporter de fait en direction alternative sur le terrain ?**

- La conférence des "Hommes de confiance" de l'IG Metall rassemblant quatre mille participants le 14 janvier à Duisbourg, a été une daté-clé sur ce plan. La direction de l'IG Metall y rendait compte des dernières propositions patronales de réduire le temps de travail d'une heure sans compensation salariale à partir du 1er janvier 1989, jusqu'au 30 septembre 1992. Aucune augmentation de salaire pendant quatorze mois, augmentations de salaire par étape de 1,5 à 3%, de 1989 à 1992. C'était, après cinq négociations, la réponse à la revendication de réduction du temps de travail à 35 heures compensées avec 5% d'augmentation des salaires. La direction de l'IG Metall proposait de riposter à cette provocation, par une grève d'avertissement de deux heures. Elle s'est fait siffler copieusement. La coordination de l'acier est alors apparue publiquement. Elle avait décidé de proposer la rupture des négociations et de lier les négociations pour la convention collective avec les luttes contre les pertes d'emplois, en s'appuyant sur la formidable mobilisation de Krupp-Rheinausen.

Le cortège de Rheinausen est arrivé à la rencontre avec un millier de voitures et un concert de klaxon ; la moitié des quatre mille délégués a commencé à sortir de la salle pour les rejoindre. Sentant le danger, les bureaucrates sont également sortis pour s'adresser aux "activistes" rassemblés dehors. Deux militants de la coordination, Theo Steegman le vice-président du conseil d'entreprise de Krupp-Rheinausen, et un syndicaliste de Hoechst-Dortmund, ont ensuite pris la parole en expliquant les propositions de la coordination et ils ont organisé un vote à main levée. L'assemblée a été quasi-unanime : pour la rupture des négociations et la grève immédiate, pour reprendre le mot d'ordre de nationalisation de la sidérurgie.

■ **Déborder l'IG Metall lors d'un vote c'est une chose, mais ces propositions ne sont pas passées dans la pratique ?**

- C'était un défi à l'IG Metall. Mais je crois que l'organisation de la lutte par la base aurait pu avoir lieu si, les patrons sentant probablement le danger n'avaient pas réagi immédiatement en faisant de nouvelles propositions spectaculaires : réduction du temps de travail à 36h30 avec compensation intégrale à partir d'octobre 1988 ; 2% d'augmentation de salaire au



1er avril 1988, et au 1er novembre 1989. Une rupture avec les propositions précédentes !

Le patronat avait très bien compris le danger de perte de contrôle du mouvement par l'IG Metall, contraignant celle-ci à organiser une mobilisation réelle... pour reprendre le contrôle du mouvement.

Les syndicalistes combattifs savaient que ces nouvelles propositions n'étaient pas acceptables non plus. Elles ne résolvent pas la question des suppressions d'emplois. Quant aux augmentations de salaires, elles seront vite grignotées par les mesures anti-sociales du gouvernement Kohl dans le domaine de la santé et des retraites. Mais les syndicalistes radicaux étaient conscients, après en avoir discuté avec les travailleurs dans leurs entreprises, qu'il serait désormais impossible de mobiliser la colère ouvrière et d'organiser la grève dure pour dire non à ces propositions-là.

■ **L'accord des 36h30 qui est apparu comme une nouvelle victoire revendicative des travailleurs allemands fut donc également une trappe ouverte sous les pieds des grévistes de Rheinausen.**

- On peut dire, sans exagérer, que les travailleurs et les syndicalistes combattifs ont ressenti les effets de cette machine infernale qui a cassé la chance de tirer ceux de Rheinausen de leur isolement par un mouvement de solidarité massif. Beaucoup partagent ce sentiment un peu triste. Il est aussi l'expression d'une saturation, d'une radicalisation et d'une sympathie assez larges, concrétisées par les comités de soutien, mis en place un peu partout.

Mais l'accord de l'IG Metall avec les

dernières propositions patronales était imparable.

■ **Comment ceux de Rheinausen ont-ils réagi ?**

- La lutte continue. "la force de ceux de Rheinausen c'est leur persévérance" comme le dit cette très belle banderole du comité civique accrochée à l'entrée de la ville.

Mais l'isolement s'est accru. Les pressions se sont multipliées de toutes parts pour les faire céder. Puis, la grève a de nouveau éclaté dans l'usine le 9 avril. La direction de Krupp venait de refuser les dernières propositions d'accord présentées par les syndicalistes de l'entreprise. Elle annonçait pour le 19 mai une réunion centrale qui devait régler définitivement le cas de Krupp-Rheinausen.

Au même moment, le texte d'un entretien téléphonique entre Cromme, le patron de Krupp, et Kriwet, celui de Thyssen a été publié par Taz un quotidien "écologique-progressiste". Cromme parlait de sa rencontre avec les membres du gouvernement de Rhénanie-Westphalie qui le pressaient d'en finir avec ce conflit, cette mobilisation sociale qui leur retombait sur le dos. Cette révélation a rallumé la colère ouvrière. Ceux de Rheinausen sont allés occuper les ponts à Düsseldorf, bloquant la ville. Ils sont allés investir le parlement du Land et demander des comptes à Johannes Rau le premier ministre, figure bien connue du SPD.

Ce dernier a expliqué qu'il avait dit le contraire de ce que lui faisait dire Cromme. Les travailleurs n'ont guère été convaincus. Il s'est proposé comme médiateur et demandé aux travailleurs d'arrê-

ter leur grève pour permettre la nouvelle négociation. Dans une assemblée générale tumultueuse, ceux de Rheinausen ont accepté, tout en déclarant être prêts à relancer à tout moment.

■ **Quelle fut l'attitude des forces politiques au cours de cette lutte ?**

- Le SPD est incontestablement hégémonique dans la Ruhr, parmi les travailleurs. Ces derniers savent pourtant très bien qu'il n'apportera pas de solutions au problème de l'emploi. Les critiques quant à sa politique de mise en place des *Ersatzarbeitsplätze* par exemple, sont très vives dans la région de Rheinausen. A la base, les militants sociaux-démocrates jugent très sévèrement leurs dirigeants, tout en maintenant l'influence de leur parti, essentiellement parce qu'il n'existe pas aujourd'hui d'alternative à la gauche du SPD.

Les travailleurs savent également qu'ils n'obtiendront pas grand-chose en faisant pression sur les ministres et les maires du SPD majoritaire dans le Land. Mais ils continuent de penser qu'au moins, un gouvernement du SPD ne leur taperait pas dessus, ce qui est vrai d'ailleurs puisque la police n'est pas intervenue contre les grévistes de Rheinausen depuis le début de la grève. L'influence militante du SPD est incontestable sur le terrain. Le comité des femmes de Rheinausen par exemple, est dirigé par des militantes du SPD, très appréciées.

■ **Que pensez-vous dans ce contexte de l'offensive pour la réduction du temps de travail à 35 heures avec compensation salariale d'Oskar Lafontaine, que l'on présente**

d'habitude comme le porte-parole de la gauche du SPD ?

- C'est un vrai coup de poignard dans le dos des grévistes. Lafontaine apparaît, ou apparaissait, comme l'espoir de gauche de la social-démocratie. Mais dans les faits et progressivement, il a remis en ordre son discours. Les leaders des organisations patronales lui ont immédiatement tressé des lauriers. Son projet politique devient maintenant de plus en plus évident. Lafontaine prépare une alliance non pas à gauche avec les Verts, mais une coalition sociale libérale prenant de front les salariés, encore plus à droite, si possible, que le dernier gouvernement Schmidt.

Selon moi, il n'y a pas d'aile gauche de la social-démocratie. Autant nous pouvons travailler avec de nombreux militants sociaux-démocrates à la base, autant cela ne se traduit pas par des évolutions au sommet du parti. Les discussions critiques avec les sociaux-démocrates se passent au sein des organismes syndicaux de base.

■ Ces évolutions ne doivent pas simplifier non plus les débats tendus au sein des Verts quant à l'éventualité d'une alliance avec le SPD ?

- Avant de voir où en sont les Verts, je voudrais dire quelques mots du Parti communiste allemand (DKP). La comparaison avec les Verts est intéressante. Les deux partis ont environ le même nombre d'adhérents, quarante mille. Les Verts ont quatre millions d'électeurs et le DKP ne rassemble que 0,6% des suffrages des électeurs. Mais il est difficile d'imaginer à quel point cette situation est totalement inversée dans un mouvement gréviste comme celui de la sidérurgie. Le poids des Verts dans cette mobilisation est nul. Les Verts soutiennent la lutte, mais les Verts de Duisbourg ne viennent pratiquement jamais à Rheinausen. Ils sont totalement extérieurs au mouvement. Le congrès des Verts de Westphalie a invité notre camarade Hermann Dirkes, sidérurgiste à Duisbourg, et membre de la coordination de l'acier pour lui exposer la situation. Il a été très applaudi, mais les Verts ont collecté très peu de choses dans la campagne de soutien qui a mobilisé toutes les organisations d'extrême-gauche, si l'on tient compte de leurs moyens.

Le poids du PC dans la mobilisation, est par contre très important. La présence visible du DKP est même plus forte que celle du SPD, dans le comité civique, le comité de soutien local, comme dans les collectes de fonds de solidarité. Le principal animateur du soutien sur la ville, un pasteur protestant, a publiquement fait l'éloge de l'activité du DKP.

De nombreux militants du DKP sont aujourd'hui engagés dans la coordination de l'acier, c'est un fait nouveau. Jusqu'à présent, la politique du DKP combinait plutôt une combativité plus ou moins folklorique, et une attitude a-critique à l'égard de la social-démocratie. On pourrait parler d'un tournant. La démarcation à l'égard de certains dirigeants syndicaux du

SPD est nette, l'attitude des militants du DKP loyale dans la coordination de l'acier. Tout ceci traduit probablement l'importance des débats en cours au sein du DKP. La montée des Verts et la politique de Gorbatchev, ont suscité des interrogations profondes sur la construction du socialisme, sur les alliances avec les Verts, l'extrême-gauche, les regroupements au sein des syndicats...

A Duisbourg aujourd'hui, des dirigeants du DKP exposent ouvertement leurs désaccords. Ils appuient souvent les propositions, les critiques qu'émettent nos propres camarades.

■ Revenons aux Verts. Quelle alternative représentent-ils dans une situation de montée des mobilisations ?

- Précisons d'abord que le parti des Verts n'est plus un parti exclusivement écologique. Il combine et exprime des besoins sociaux très divers : l'écologie certes, mais aussi les revendications féministes, l'exigence d'un système de protection sociale, la défense des droits démocratiques, essentiellement. En même temps, le parti ne reflète plus les mouvements sociaux comme le mouvement de la paix ou le mouvement écologique contre les centrales nucléaires.

Il y a une première explication politico-sociale à cela. Une organisation de 10 000 militants actifs constituée autour du gain de mandats électoraux, du Land au parlement européen en passant par le Bundestag (Parlement fédéral) engendre ses propres contraintes.

Il y a ensuite un choix politique. L'orientation des "réalistes" à la direction des Verts est de "faire bouger quelque chose dans le cadre des institutions". Cette perspective induit une crise permanente par les alliances nécessaires à sa mise en œuvre. Crise renforcée par le profil libéral que choisit aujourd'hui le SPD, que nous évoquions à propos des déclarations récentes d'Oskar Lafontaine. Mais c'est également une orientation qui implique de ne pas baser un parti sur les

luttés. D'où la frustration douloureuse que ressentent les Verts de Hambourg ou de Berlin.

Les modèles de changements utopiques se sont multipliés dans la réflexion des Verts, sans grande conséquence sur la définition des moyens de commencer à les mettre en pratique. Ceci nourrit globalement l'espérance que les Verts parviennent un jour à gouverner avec d'autres, et obtiennent 10% des mesures adoptées à leurs congrès.

C'est évidemment une impasse. En ce qui nous concerne nous avons des rapports locaux avec les Verts. A Duisbourg par exemple, ils souhaiteraient que nos camarades participent à leur liste en abandonnant leur étiquette. Ce n'est évidemment pas possible. D'autant que le soutien du VSP à la lutte de Krupp-Rheinausen est beaucoup plus connu à Rheinausen même, que celui des Verts.

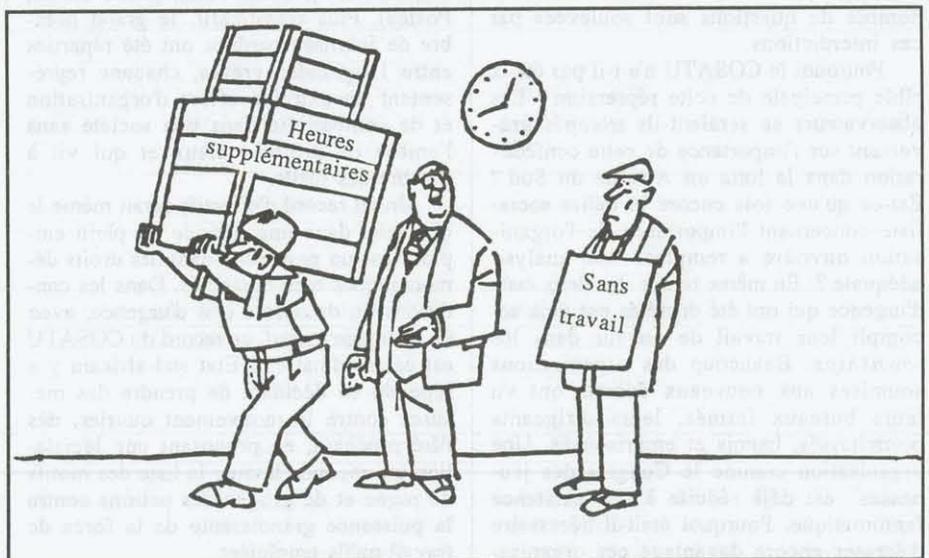
■ Cette mobilisation a donné un souffle nouveau à l'extrême-gauche en général ?

- Pour ce qui est du VSP, nous sommes reconnus comme une petite organisation sincère, qui fait des propositions intéressantes et les appuie sur une réelle solidarité. Notre propagande autour de la question de la nationalisation de la sidérurgie, par exemple, est bien accueillie. Nous avons également noué ou renforcé des alliances dans la lutte avec d'autres courants. Nos rapports avec le le DKP se sont ainsi améliorés à la suite des expériences communes.

Nous avons établi des liens de solidarité dans la branche acier et dans d'autres secteurs, même par dessus les frontières, notamment avec des camarades belges et français, nécessaires si l'on veut battre en brèche la rhétorique nationaliste et chauvine des dirigeants sociaux-démocrates. ■

propos recueillis
par Michel Morel.
Avril 1988

"Je ne peux pas vous donner du travail, nous avons trop d'heures supplémentaires"



L'étau se resserre autour des syndicats

LE 24 FEVRIER, le régime sud-africain a rendu public un édit "restreignant" la liberté d'action de 17 organisations. Il est interdit à ces organisations comme le Front Uni démocratique (UDF), le Congrès de la jeunesse sud-africaine (SAYC) et l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO) d'"entreprendre ou de mener aucune activité ou action que ce soit".

Paul SMITH

DANS UNE CLAUSE SEPARÉE, le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) a été autorisé à continuer ses activités syndicales, mais toute activité politique lui est interdite, y compris d'appeler à la libération de prisonniers, à la légalisation d'organisations déclarées illégales, comme le Congrès national africain (ANC); d'appeler au boycott des élections ou à toute autre campagne de propagande anti-gouvernementale, ou à la commémoration de l'anniversaire de tout incident ou soulèvement, violence publique ou agitation "qui se sont produits à un moment ou un autre dans la république" (1).

Le poids du COSATU

Sans minimiser le coup qui a été ainsi porté aux organisations de la résistance à l'intérieur de l'Afrique du Sud, un certain nombre de questions sont soulevées par ces interdictions.

Pourquoi le COSATU n'a-t-il pas été la cible principale de cette répression? Les observateurs se seraient-ils trompés gravement sur l'importance de cette confédération dans la lutte en Afrique du Sud? Est-ce qu'une fois encore le délire socialiste concernant l'importance de l'organisation ouvrière a remplacé une analyse adéquate? En même temps les deux états d'urgence qui ont été décrétés ont déjà accompli leur travail de terreur dans les townships. Beaucoup des organisations soumises aux nouveaux décrets ont vu leurs bureaux fermés, leurs dirigeants pourchassés, bannis et emprisonnés. Une organisation comme le Congrès des jeunes est déjà réduite à une existence fantomatique. Pourquoi était-il nécessaire d'écraser encore davantage ces organisa-

tions déjà acculées? Pourquoi sont-elles visées?

La place du COSATU dans la lutte en Afrique du Sud aujourd'hui est d'une importance extraordinaire. En 1987, le niveau de vie des membres du COSATU a augmenté de 18%, grâce à leurs luttes. C'est là un avantage bien supérieur à ceux de tous les autres groupes de travailleurs d'Afrique du Sud et signifie que ceux qui sont affiliés aux syndicats du COSATU ont été les seuls à compenser l'inflation (2). Les augmentations de salaires ne sont pas les seuls avantages obtenus par les accords conclus par les syndicats du COSATU. Les principaux observateurs de l'économie commentent abondamment les améliorations obtenues par les membres du COSATU dans le cadre de l'accord signé et qui accorde ces augmentations de salaires.

Journées de grève

Contrairement à la diminution des effectifs qu'on observe ailleurs dans les pays plus développés, les syndicats d'Afrique du Sud ont vu croître leurs effectifs en 1987. Les derniers chiffres connus (1986) donnent 36% de la population active d'Afrique du Sud comme syndiquée, en dépit d'un taux massif de chômage, partiellement non comptabilisé.

En 1986 il y a eu tout juste un peu plus d'un million de journées de travail perdues pour fait de grève. En 1987 ce chiffre est monté aux environs de 9 millions. Certaines de ces grèves, étaient, pour la première fois, menées contre des employeurs publics (Transports, Acier, Postes). Plus significatif, le grand nombre de journées perdues ont été réparties entre 10 grandes grèves, chacune représentant un extrême effort d'organisation et de combativité dans une société sans l'ombre de droits sociaux et qui vit à l'ombre des fusils.

Un tel record d'effectifs serait même le bienvenu dans une période de plein emploi dans un pays possédant des droits démocratiques bien enracinés. Dans les conditions du deuxième état d'urgence, avec un chômage massif, ce record du COSATU est extraordinaire. L'Etat sud-africain y a répondu en décidant de prendre des mesures contre le mouvement ouvrier, dès l'été prochain, en proposant une législation qui réponde à toute la liste des motifs de rogne et de grogne des patrons contre la puissance grandissante de la force de travail qu'ils emploient.

L'amendement à la loi sur les relations du travail inclut des clauses destinées à rendre illégale toute grève de sympathie ou de solidarité, et toute grève pour le même motif, illégale pendant 15 mois, ainsi que d'autres procédures compliquant les possibilités de déclencher légalement une grève. Il met un terme au droit pour le syndicat majoritaire de négocier au nom de l'ensemble des travailleurs, autorise l'existence légale des syndicats minoritaires, les syndicats seront redevables des pertes subies du fait d'une grève, il sera illégal pour un syndicat d'appeler les consommateurs à un boycott.

Si ces clauses, et d'autres, ne sont pas suffisantes, la Loi donnera virtuellement au ministre des pouvoirs illimités pour décider qu'elles sont les pratiques syndicales "correctes" ou "incorrectes", selon son bon vouloir (3). La nouvelle approche de Botha par rapport aux classes possédantes a encore été renforcée au détriment des travailleurs sud-africains (y compris les ouvriers blancs) en annonçant une réduction dans les dépenses et un blocage des salaires du secteur public (ce qui touche près d'un million de travailleurs noirs et un demi-million de Blancs). Il faut rapprocher cette décision de la privatisation des biens publics, dans le style Thatcher.

En fait, le mouvement ouvrier sud-africain est sur le chemin d'une confrontation majeure avec l'Etat, en 1988. Et il semble que Botha soit prêt à payer le prix de sa nouvelle politique d'alliance avec les hommes d'affaires anglophones et à affronter le risque d'éloigner encore davantage les ouvriers blancs du Parti nationaliste, au moins à l'heure actuelle, afin de préparer cette confrontation avec les syndicats noirs.

L'importance du mouvement syndical sud-africain semble être parfaitement compris par les autorités de ce pays. Ce ne sont pas les interdits récents qui ont été choisis comme instrument pour traiter la question des syndicats, ils étaient dirigés vers d'autres cibles. Les syndicats n'ont reçu que des coups indirects à cause de l'extension prise par les activités syndicales dans les townships noirs.

La politique dans les townships

Il y a aujourd'hui un débat au sein des syndicats en général et dans le COSATU en particulier sur la façon d'agir dans le vide croissant qui s'est créé dans beaucoup de townships. En réalité, l'organisation dans les townships noirs en est à un niveau bien plus bas qu'il y a deux ans. La répression d'Etat est pour beaucoup dans ce recul. De ce point de vue, les dernières mesures prises ne sont que le "saupoudrage à la surface du gâteau".

En réalité le régime est bien déterminé à déraciner toute velléité "d'ingouvernabilité" dans les townships noirs d'Afrique du Sud. C'est un point critique pour toute re-

1) Cité d'après *The Independent*, 25 février 1988.
2) *Financial Mail* (Afrique du Sud), 8 janvier 1988.
3) *Work in Progress*, N° 52.

cherche d'une politique de "stabilisation" à long terme d'une Afrique du Sud capitaliste (avec ou sans programme de réformes). Sans s'étendre sur quelques-unes des stratégies qui ont été tirées de l'expérience des révoltes dans les townships par des secteurs du mouvement de libération, quels que soient les doutes qu'on puisse avoir sur les théories du double pouvoir et autres du même genre, personne ne peut douter de la profondeur et de l'étendue de ces luttes dans les années 1985-1986.

Depuis lors des millions, peut-être des milliards de Rands (si on ajoute les investissements privés), ont été déversés dans les townships. Bien que ce ne soit qu'une goutte d'eau dans l'océan, avec de nombreux échecs (des cabanes grotesques construites sans les équipements nécessaires et sans aucune infrastructure convenable) il y a eu quelques tentatives réussies de créer une couche plus prospère dans plusieurs régions noires. Le régime espère faire naître la première classe moyenne noire réelle d'Afrique du Sud. Ce sont ces forces que l'Etat envisage de façonner pour les introduire dans le désert politique qu'il a créé dans les townships avec la destruction des organes autonomes d'organisation des townships.

Il est d'une importance vitale pour le régime que ceux qu'il pourra persuader de se présenter aux élections municipales dans les townships, en octobre prochain, ne se retrouvent pas en face d'organisations combattives qui risquent (pour le moins) de leur demander des comptes et peut-être même leur vie, si la tactique de boycott des élections se poursuit. Dans le passé ce sont leurs propres organisations qui faisaient la puissance des populations nombreuses des townships, en proportion indirecte des éléments noirs qui poursuivaient une carrière, ou au moins des privilèges relatifs, à travers le pouvoir dans les conseils municipaux ou locaux.

Les Six de Sharpeville

Botha était prêt à aller jusqu'au point de provoquer une crise majeure, nationale et internationale, sur la question des Six de Sharpeville, pour cette même raison. (Nous devons nous féliciter, dans ce cas, de la relative autonomie de la justice d'Afrique du Sud par rapport au pouvoir d'Etat, qui lui a permis de céder sous la pression nationale et internationale).

Botha lui-même et son cabinet, étaient et sont toujours, prêts à voir mourir les Six de Sharpeville. Il s'agit d'un calcul cynique selon lequel "ça vaut le coup", pour faire augmenter le prix à payer pour les attaques contre les fonctionnaires "élus" des townships. Botha ira

jusqu'au bout et même au-delà pour défendre les maires noirs, etc. Il n'a pas le choix. La répression ne suffira pas, à elle seule, à venir à bout des 15 à 20 millions de personnes qui ont une mentalité révolutionnaire ! (4). Sharpeville et les interdictions de février, font donc partie du même scénario.

A quoi ressemble la politique de Botha pour les townships noirs en pratique (il n'y a aucune possibilité d'un retour aux jours bénis où les Noirs "connaissaient leur place", qu'ils soient de la classe moyenne ou pas), on peut déjà s'en rendre compte dans une région d'Afrique du Sud : les townships qui entourent Pietermaritzburg. La guerre, menée par l'Inkhata, l'armée privée du chef de l'Etat KwaZulu, s'y poursuit chaque nuit contre tous les individus et groupes radicaux. La police du KwaZulu soutient les efforts officiels en ce sens (5).

Cette sinistre mascarade a commencé avec les assassinats d'un délégué d'atelier



de la firme British Tyre & Rubber (pneus et caoutchouc) Simon Ngubane et de sa compagne Florence, près de Durban. Le COSATU et le Syndicat des métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA), le deuxième en importance de la Confédération, le syndicat de Simon Ngubane, sont au centre de la lutte pour faire cesser la guerre menée par Inkhata.

C'est là, en fait, la seule vision réaliste de l'avenir proposé par Botha pour les townships : le recrutement massif de mercenaires d'extrême-droite qui mènent la guerre contre ceux qui luttent contre l'apartheid et s'opposent à l'intégration dans le système via les assemblées locales. Seule la destruction de toutes les tentatives d'organisation indépendante dans les townships, plus l'apport de forces pro-gouvernementales pourraient réussir à faire une brèche dans la tactique du boycott des élections municipales, ou d'une façon peut-être plus pertinente à arrêter le mouvement qui soutient des candidats de lutte de classe pour les élections municipales. Cette option, qui est de plus en plus discutée, même dans l'UDF, doit

être disqualifiée (6). C'est là le cadre dans lequel les syndicats en général et le COSATU en particulier débattent de leur implantation dans les communautés. Mais déjà les méthodes d'organisation, responsabilité et démocratie dans les syndicats dirigeants ont un impact qui dépasse de beaucoup les locaux syndicaux.

Le fonctionnement de la responsabilité démocratique adopté par beaucoup de syndicats a déjà un impact considérable parmi le mouvement de masse large.

Un Etat fasciste ?

Le point de départ du débat au sein du COSATU est cependant la résolution qui a été adoptée lors de son second congrès pour décider que construire "des alliances disciplinées et permanentes avec d'autres forces progressives et démocratiques dans le pays" (7). Une partie des membres du NUMSA a développé une position approfondissant cette résolution, de façon rais-

sonnable, pour souligner qu'en tant que syndicat qui a proposé la motion originale, ils considèrent comme de leur devoir d'expliquer clairement ce qu'ils veulent dire.

En fait, la signification ne pourrait être plus claire : l'apartheid est un phénomène fasciste formé dans les conditions particulières de l'évolution du pays. Les Bantoustans sont la "solution finale" et ces conditions réclament le front le plus large de forces anti-coloniales, anti-impérialistes, anti-racistes et anti-fascistes unies pour détruire l'apartheid. Les références sont légions à la lutte démocratique et "patriotique" des mouvements de résis-

tance pendant la Deuxième Guerre mondiale en Europe et soulignent en particulier la nécessité de délimiter d'avance le combat. Les dirigeants du Front populaire espagnol sont cités, de façon positive : "la lutte en Espagne n'était pas entre la dictature du prolétariat et la démocratie bourgeoise mais entre la démocratie et le fascisme, qui était l'ennemi non seulement des ouvriers et des paysans, mais aussi de tous les travailleurs, de tous les démocrates et républicains et des libres penseurs" (8). La conclusion est on ne peut plus claire : aujourd'hui le front destiné à lutter contre l'apartheid existe déjà. Tout appel à un nouveau front serait erroné et constituerait un retour en arrière. La

4) Des études sur l'opinion dans les townships et des Noirs apparaissent régulièrement dans un certain nombre de journaux, comme le *Sunday Times* (Grande-Bretagne), *The Sowetan*, etc.

5) Voir *Inprecor*, numéro 257, du 18 janvier 1988.

6) *Work in Progress*, numéro 51.

7) Résolutions du COSATU, lors de son congrès de fondation.

8) Document ronéoté. Le PC sud-africain y est implicitement présenté comme la direction prolétarienne actuelle.

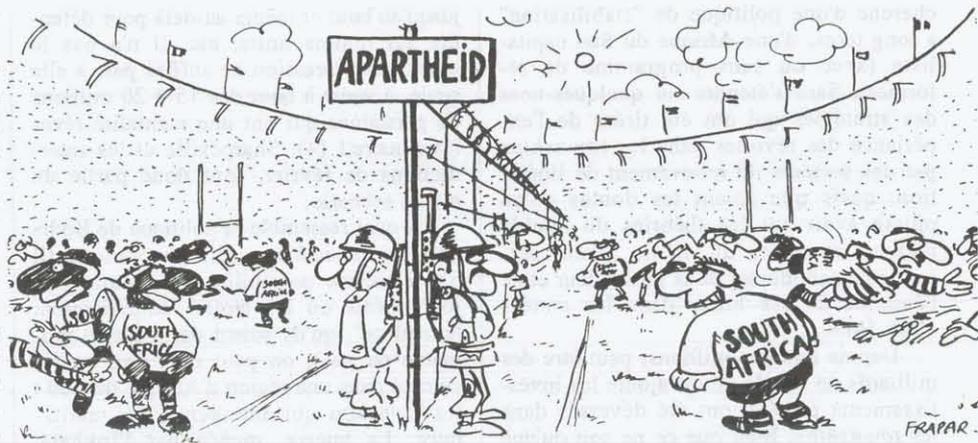
tâche du COSATU est de pousser résolument derrière la formation déjà existante, le Front démocratique uni (UDF), si ce n'est à l'affiliation - explicitement rejetée par le dernier congrès et même avant cela par le congrès de fondation - à travers des centres politiques spécifiquement constitués dans cette perspective de collaboration avec l'UDF au niveau local.

Un nouveau front

Naturellement ce schéma sera entravé par les mesures actuelles d'interdiction et ses détails pratiques n'ont plus la même signification. Cependant l'approche décrite fournit plus d'une clé sur le mode de pensée et l'orientation des gens concernés.

Il y a une orientation différente des problèmes d'unité du mouvement de masse à celle qui est exprimée par le NUM qui peut être discernée à travers le COSATU et ses affiliés. L'argument est valable qu'un nouveau front uni est nécessaire qui marquerait l'arrivée du COSATU dans la communauté organisée et la politique des droits civiques. De ce point de vue (qui, répétons-le existait déjà avant la répression actuelle), il n'est pas concevable de tout simplement attacher le mouvement syndical à la queue de l'UDF. Le rôle dirigeant du mouvement ouvrier doit se refléter dans une réorganisation sérieuse du front uni de la résistance à l'apartheid. Par conséquent, il faut que les organisations de travailleurs prennent leur place aux côtés des organisations sectorielles des femmes, des jeunes et, lorsque c'est approprié, avec d'autres groupes et d'autres secteurs, dans une nouvelle alliance incluant les organisations de l'UDF mais qui soit plus large que l'UDF d'aujourd'hui. De plus, les principes de base de quelques-uns des syndicats comme la démocratie interne et la responsabilité devant les mandants, doivent être étendues à d'autres organisations sectorielles où elles n'existent pas à l'heure actuelle.

Ces discussions ne font que commencer. Les positions initiales sont à peine établies. Aucune décision à long terme n'a été prise. Les dernières mesures de répression et la bataille contre la Loi sur les syndicats (les interdictions actuelles empêchent toute campagne contre quelque loi que ce soit) se sont imposées comme priorité dans les ordres du jour syndicaux, pour le moment, et ont même amené sur le devant de la scène, d'autres questions plus défensives. Cela ne veut pas dire que le rapport des forces ait irrévocablement basculé en faveur du régime. La plupart des commentateurs s'attendent à une réaction massive au cas où les Six de Sharpeville seraient pendus. Les forces armées sud-africaines sont bloquées en Angola. La communauté nationaliste blanche continue sa politique de désintégration. Et 1987 n'a pas du tout été la pire année pour la classe ouvrière noire organisée. Mais le mouvement de résistance est sur la défensive, et cela inclut les syndicats, malgré leur haut niveau d'organisation et d'homogénéité sociale. Parmi les problè-



mes défensifs qui se posent maintenant il y a l'unité du mouvement ouvrier lui-même.

Scission du CCAWUSA

Les événements récents autour de la scission dans le Syndicat des travailleurs du Commerce et des industries connexes (CCAWUSA) et de la réunification ignominieuse (organisée par les avocats des fractions en conflit) révèle quelque chose des tensions qui existent, même dans le COSATU. Ostensiblement, la fraction Kgnare a organisé une fusion avec le Syndicat des Liqueurs et du Commerce du Cap afin de créer une majorité dans le syndicat pour l'adoption de la Charte de la liberté (alors qu'une commission du COSATU était en train d'enquêter sur les divisions). Un bourbier de charges et de contre-charges a abouti à une scission dans le syndicat et à la décision du Comité exécutif central (CEC) du COSATU, en novembre 1987, de reconnaître la fraction Kgnare comme le syndicat. On a donné l'argument que ce groupe poursuivait les objectifs du COSATU dans la lutte pour un seul syndicat par industrie et que l'opposition avait résisté à la fusion de façon fractionnelle.

Le problème s'est aggravé avec le refus opposé à des représentants du COSATU d'entrer dans un meeting de la fraction Mtwa à Johannesburg pour y expliquer les positions du COSATU. De l'autre côté on a proclamé que la fraction anti-fusion était pro-NACTU (Congrès na-

tional des syndicats, organisation sur la ligne de la "conscience" noire) (9). Beaucoup des adhérents du COSATU craignaient d'avoir à blâmer les deux côtés pour avoir initié un processus qui pouvait entraîner le déchirement de toute la Confédération en même temps que l'anéantissement du plus important progrès fait en direction de l'unité de la classe ouvrière, représenté par le COSATU.

Les avocats décidèrent que le CCAWUSA devait retourner à sa seule constitution légale, celle de 1981 et tenir un congrès de réunification le 15 mai, sur cette base. Les membres de la fraction Mtwa sont toujours furieux contre la décision initiale du COSATU de soutenir Kgnare (qui a été ultérieurement confirmée) bien qu'un certain accord semble émerger pour qu'aucune motion traitant de questions politiques telles que la Charte de la liberté ou les relations avec le NACTU ne soit proposée lors de la réunion de mai.

Dans tous les cas cette division dans l'un des syndicats les plus puissants d'Afrique du Sud (se rappeler la grande grève qu'il dirigea dans la chaîne de magasins OK Bazaars) est un mauvais signe de quelques-unes des tensions qui existent dans la Confédération et qui commencent à se faire jour (10).

Des questions défensives se posent aussi autour du problème du NACTU lui-même. Alors qu'il est vrai que les dirigeants du NACTU ont traditionnellement eu une politique en direction de la CISL (Confédération internationale des syndi-

9) Vivian Mtwa écrivait le 17 novembre 1987 : "Nous croyons que dans la discussion un autre facteur important aurait dû être pris en considération, à savoir, les actes de violence perpétrés par le groupe scissionniste de Kgnare. Avant la dernière réunion de la commission, le groupe scissionniste de Kgnare a pris possession de notre local du Cap par la force, ce qui entre autres, s'est accompagné de menaces contre des permanents et des militants avec des tournevis, le vol d'argent et de notre chéquier. Deux jours après, des centaines de membres du CCAWUSA rendus enrégés par cet acte de banditisme ont réoccupé nos bureaux d'une manière tout à fait disciplinée. Le comportement du groupe scissionniste de Kgnare, outre qu'il constitue une grave menace contre l'unité, est un obstacle sérieux à la politique du COSATU.

Quelques délégués du CEC ont mentionné que nous sommes anti-COSATU et critiques de la politique du COSATU.

De temps en temps nous avons soulevé des critiques contre certaines activités non démocratiques menées par certaines structures du COSATU ou par des individus.

Nous considérons cela comme notre droit démocratique et ne signifie pas que nous critiquons le COSATU dans son ensemble. Faire partie d'une organisation démocratique c'est pouvoir faire une estimation critique et cela ne signifie en aucune façon être contre l'organisation dans son ensemble."

10) Parmi les problèmes de démocratie et de fractionnalisme qui apparaissent dans le COSATU, mentionnons le cas de la conférence internationale organisée par l'ANC à Arusha en Tanzanie. L'intervention qui s'y fit au nom du COSATU, largement reproduite et mise en circulation dans le mouvement de solidarité, défendait une ligne qui n'a jamais été démocratiquement décidée par les organes du COSATU. La personne qui l'a faite n'a jamais été mandatée pour aller à cette conférence et pour y faire cette intervention. Celle-ci très directement inspirée par celle de l'ANC et du PC représente évidemment le point de vue d'une partie de la direction du COSATU mais ne peut pas être prise pour sa ligne officielle. On comprend dès lors que de tels événements mettent à dure épreuve les efforts d'unité et de débats collectifs.

cats libres), confédération internationale dirigée par les syndicats occidentaux, en termes de ressources, etc., et que le NACTU reste hostile à la politique "non raciale" du COSATU et suit la ligne de la "conscience noire", il y a des centaines de milliers de travailleurs organisés dans cette confédération. Les observateurs s'accordent pour dire que le NACTU ne croit pas autant que le COSATU mais estiment encore qu'il a environ 400 000 adhérents. Dans quelques industries, comme la chimie, le syndicat du NACTU est plus important que celui du COSATU. Ce n'est peut-être pas une surprise si le Syndicat des travailleurs de la chimie (CWIU) est l'un des rares adhérents du COSATU à appeler explicitement à l'application de la politique de "une industrie, un syndicat" adoptée par le congrès de fondation du COSATU et en appelle "au COSATU pour qu'il fasse des approches en direction du NACTU dans la perspective d'établir une seule confédération dans le pays" (11). C'est là une situation malheureuse pour l'unité du mouvement ouvrier en Afrique du Sud surtout quand des clauses de la Loi sur les relations du travail vont accroître le prix à payer pour la désunion en autorisant la reconnaissance de syndicats minoritaires dans les entreprises.

La perspective de l'interdiction

Finalement il faut ajouter à tout cela le problème posé par le stade ultime de la pression légale qui monte aujourd'hui contre le mouvement syndical d'Afrique du Sud : la possibilité de l'interdiction pure et simple. Cela représenterait un saut qualitatif dans la situation et les lois qui se préparent concernant le monde du travail donnent l'impression que le régime est déjà engagé sur une nouvelle voie. Il est certain que les gros employeurs n'accueilleront, à ce stade, pas favorablement la destruction totale de la centralisation du mouvement ouvrier, pour des raisons de négociation et de rationalisation des accords, etc., sans compter les réactions de rejet qui pourraient compromettre leurs affaires sur le marché international, s'il se produisait un tel développement. L'Afrique du Sud ne joue pas le même rôle sur le marché international qu'un petit pays comme le Chili. Tous les événements, depuis l'instauration du premier état d'urgence, semblent indiquer que la répression a choisi une autre direction que la destruction totale des syndicats, ce qui, en tout état de cause coûterait extrêmement cher à l'économie sud-africaine avant qu'ils ne soient totalement détruits (12). Cependant, il y avait une véritable dialectique entre la révolte des townships, les pressions et les intérêts internationaux et l'élargissement du fossé qui existe déjà entre les gros employeurs et le régime, et dont les syndicats ont profité pour se renforcer. L'espace pour une action légale et ouverte et pour une organisation s'est élargi de plus en plus grâce aux syndicats, en particulier le COSATU et ses adhérents. Il est évident qu'il y a des inquié-

tudes concernant un renversement de cette dialectique.

Le mouvement syndical en général et quelques syndicats affiliés au COSATU en particulier, ont joué un grand rôle en ouvrant leur propre espace politique au cours des années en évitant des confrontations prématurées, en construisant une organisation très solide avec des niveaux nombreux dans la direction, en exploitant les contradictions qui se sont ouvertes entre différents secteurs du bloc dirigeant et par un usage extrêmement intelligent du système légal (un trait caractéristique de toutes les luttes où une ouverture démocratique apparaît dans l'histoire d'un régime répressif).

La défense du mouvement syndical

Toutefois, se préparer à la défense du mouvement syndical peut aussi déboucher sur la défense du droit à l'existence d'un mouvement syndical qui aie une perspective de lutte de classe. Les nouvelles lois sur le travail sont destinées, entre autres, à accroître le pouvoir des centres syndicaux, retirant l'initiative à la base, et vont faire de chaque grève l'objet d'une délibération compliquée. Ce sont là de réels dangers.

Tous ces problèmes et débats, sur la construction du front uni des masses sud-africaines dans l'industrie et les townships, ou sur la préservation et l'élargissement de l'unité syndicale d'aujourd'hui, les questions "offensives" et "défensives", tout cela est lié aux diverses sensibilités qui existent sur la place des syndicats dans la lutte pour la transformation de l'Afrique du Sud.

Par exemple, l'idée qu'en Afrique du Sud il y a aujourd'hui le fascisme, ne permet logiquement aux syndicats qu'une moitié d'existence et signifie que de telles structures ne peuvent être que temporaires et périphériques, dans la lutte d'ensemble pour la transformation, qu'ils ne pourront vraiment se développer et mener leur politique que dans une Afrique du Sud démocratique, après la fin de l'apartheid ; qu'ils ne pourraient être, en fait qu'ils ne peuvent être, le creuset essentiel du changement aujourd'hui. Par conséquent il serait suicidaire, dans cette logique, d'octroyer à

de telles organisations ou à leurs débats une place stratégique, encore moins une position centrale, dans une stratégie de destruction de l'apartheid.

Une telle analyse peut même déboucher sur des choix tactiques, aujourd'hui, dans la conduite des luttes syndicales actuelles contre les patrons ou l'Etat sud-africain, en ce sens qu'agir pour préserver le syndicat comme organisation de combat dans une lutte particulièrement difficile peut sembler secondaire, puisque de toute façon il n'a aucun avenir. Il est certain que passer ou non des heures de travail ardu, des jours et des mois à construire lentement des structures ouvrières démocratiques, avec un sens des responsabilités et de l'éducation, dépend de l'opinion qu'on a sur la permanence de telles structures.

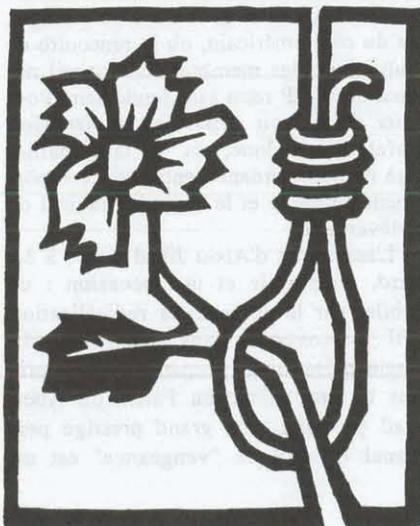
D'un autre côté, la réalité actuelle et vivante des syndicats, construits pendant plus de quinze ans, doit être prise en compte par tous en Afrique du Sud. Ils sont aujourd'hui les seules organisations combattantes de masse légales, d'implantation nationale. (Certains chefs ecclésiastiques jouent, à titre individuel, un rôle héroïque, mais les églises sont fondées sur d'autres bases que celles de la lutte en ce monde !) Les succès des syndicats et leurs formes d'organisation sont clairement une source d'inspiration pour tous.

La lutte contre l'apartheid

Le COSATU et le mouvement syndical en général sont considérés comme des instruments aussi légitimes et valables de résistance à l'Apartheid que n'importe quel autre par les masses d'Afrique du Sud. Les ouvriers organisés et leurs familles les considèrent comme le centre de la vie et de la politique. Pourtant un silence critique demeure lorsqu'il s'agit de dessiner un rôle alternatif pour les syndicats dans la lutte pour la transformation de l'Afrique du Sud à celui, essentiellement périphérique, qui lui est attribué par ceux qui pensent que l'Afrique du Sud est aujourd'hui un Etat fasciste. Ce n'est pas une question d'alliances, c'est une question de perspectives. Tout le mouvement de libération pense, à l'heure actuelle, que la classe ouvrière jouera un rôle central. Mais il n'existe que des idées des plus embryonnaires sur la façon dont cela pourrait se concrétiser au niveau politique.

Une partie de ces embryons d'idées vient du débat initié autour du rôle d'une charte complémentaire à la Charte de la liberté : la Charte ouvrière, surtout dans le NUMSA. Cette discussion se poursuit dans les journaux qui paraissent dans l'exil et ailleurs.

Avril 1988



11) *Policies Adopted*, brochure des résolutions lors de la conférence du CWIU en 1987.

12) Quelques employeurs, y compris la puissante Anglo-American, ont organisé un recrutement syndical dans quelques régions, au début des années 1980, pour rationaliser les négociations et dans le but utopique de construire une alliance avec les ouvriers noirs en défense de l'industrie en général.

L'OLP après le meurtre d'Abou Jihad

EN ASSASSINANT le numéro 2 de l'OLP, Khalil al-Wazir, dit Abou Jihad, le principal chef militaire du Fatah et le responsable du département des territoires occupés au sein de l'organisation palestinienne, les terroristes d'Etat israéliens croyaient asséner un coup majeur aux Palestiniens en lutte. C'est tout l'inverse qu'ils ont obtenu.

Salah JABER

EN EFFET, l'assassinat d'Abou Jihad n'a fait que provoquer un nouveau sursaut collectif des Palestiniens, contribuant ainsi à renouveler le souffle du soulèvement et à le radicaliser. Il fallait tout l'aveuglement que suscite l'impuissance de la répression violente face à la détermination des masses pour croire, comme l'affirment de plus en plus les dirigeants sionistes, que le soulèvement en Cisjordanie et à Gaza est "manipulé de l'extérieur". Il faut être animé par une vision sacrément policière de l'histoire pour ne pas reconnaître que la grande originalité et la puissance du soulèvement en cours consistent principalement dans les formes d'auto-organisation des masses à la base, qu'il a suscitées, les fameux "comités populaires", véritable colonne vertébrale du mouvement, dont l'autonomie de décision au niveau local (camps, villages, villes) est le moteur de cette "guérilla" permanente de manifestations qui harcèle les troupes sionistes depuis bientôt cinq mois.

La politique de l'OLP

Cet apport principal du soulèvement en cours commence à se traduire au niveau du comportement politique de la direction traditionnelle de l'OLP. Jusqu'en 1982, celle-ci avait été, en effet, tributaire de l'équilibre entre la pression de ses bailleurs de fonds, les monarchies pétrolières réactionnaires arabes, et la pression des masses palestiniennes, sans le soutien desquelles la direction de l'OLP perdrait tout intérêt, y compris aux yeux de ses soutiens financiers. L'invasion israélienne du Liban, en 1982, en forçant l'évacuation par les combattants palestiniens de leurs zones de pouvoir autonome au Liban-sud et à Beyrouth, avait affecté qualitativement l'équilibre désigné ci-dessus, au profit de sa composante étatique réactionnaire. Le champ devenait libre devant la direction Arafat de l'OLP pour se lancer tête baissée dans un processus de rapprochement avec la Jordanie du roi Hussein, s'insérant dans un projet politique convergent avec le "plan Reagan" de liqui-

dation de la question palestinienne, proclamé en septembre 1982. Le fiasco total sur lequel avait débouché cette "option jordanienne" de la direction Arafat l'avait amené à rééquilibrer en partie son cours politique en se réconciliant, en avril 1987, avec une fraction des forces qui avaient rompu avec elle depuis 1983. Moscou avait joué un rôle déterminant dans l'organisation de cette première réconciliation, tout en s'assignant l'objectif de la compléter par une réconciliation de la direction Arafat avec les autres fractions dissidentes et, surtout, avec leur parrain, le régime syrien (1). Jusqu'au soulèvement, les efforts de Moscou étaient restés sans grand résultat, sa pression étant contrebalancée par le regain de celle des régimes réactionnaires arabes.

En créant derechef un puissant mouvement de masse palestinien qui, de surcroît et pour la première fois dans l'histoire de la lutte palestinienne, est doté d'organismes de base autonomes, le soulèvement en cours en Cisjordanie et à Gaza, a naturellement renforcé, de manière considérable, la composante de masse nationaliste radicale de l'équilibre politique dont est tributaire la direction de l'OLP. Dans un premier temps, celle-ci a essayé de détourner au profit de ses aspirations droitières la grande puissance d'un soulèvement qui ne remettait pas directement en question son autorité et ses options politiques. Elle se heurta à une ferme fin de non-recevoir aussi bien du côté sioniste, que du côté américain, où la rencontre de Shultz avec des membres du Conseil national de l'OLP resta sans lendemain. Pour éviter de se voir dépassée, la direction Arafat devait donc, tôt ou tard, pallier cette non-concordance entre son comportement politique et le caractère radical du soulèvement.

L'assassinat d'Abou Jihad a été, à cet égard, un mobile et une occasion : un mobile, par le surcroît de radicalisation qu'il a provoqué dans l'ensemble du peuple palestinien, jusques et y compris dans la base même du Fatah, où Abou Jihad jouissait d'un grand prestige personnel (l'esprit de "vengeance" est un

élément déterminant de la vigueur du nationalisme dans l'ensemble de la région, où les "martyrs" sont autant d'incitations à la lutte) ; une occasion, par le fait que la dépouille d'Abou Jihad devait être enterrée à Damas. Les obsèques du numéro 2 de l'OLP ont été le théâtre de retrouvailles entre celle-ci et le régime syrien, qui devaient être parachevées par une visite d'Arafat en personne à Damas. C'est chose faite depuis le 24 avril.

Il est trop tôt pour se prononcer sur les perspectives de cette nouvelle réconciliation et sur ses conséquences, qui ne manqueront pas de se traduire sur le terrain au Liban, où déjà le soulèvement de Cisjordanie et de Gaza avait mis fin au siège des camps palestiniens par le mouvement libanais chiite Amal, allié à la Syrie. On ne saurait, en particulier, prévoir quelle sera à long terme l'attitude de la direction de l'OLP dont l'histoire témoigne de son grand opportunisme, au sens littéral du terme. Il est probable néanmoins que tant que durera le soulèvement et tant que les perspectives de "règlement" resteront bouchées, par ailleurs, en prévision des élections israéliennes et américaines de novembre prochain, la direction de l'OLP s'installe à nouveau dans un cours politique semblable à celui qui fut le sien jusqu'en 1982.

Redoubler de solidarité

Cela signifie qu'en retour, l'intransigeance sioniste quant au "règlement négocié" se verra confortée. Qu'en déduire ? Certainement pas qu'il faille retourner à un cours de capitulation, mais bien au contraire : il faut abandonner définitivement la perspective illusoire d'un règlement dû aux bons offices de Washington, et qui ne saurait - dans l'hypothèse la plus "optimiste" - déboucher sur autre chose que deux bantoustans en Cisjordanie et à Gaza. Il faut poursuivre le combat jusqu'à forcer les troupes sionistes à se retirer sans conditions des villes, des villages et des camps de Cisjordanie et de Gaza, objectif qui semble être à la portée de la population de ces territoires. Il faut développer la lutte des masses palestiniennes en Jordanie, où elles sont majoritaires, contre le régime du roi Hussein, principal oppresseur du peuple palestinien après l'Etat sioniste. Le mouvement international de solidarité avec le soulèvement palestinien doit s'amplifier autour des mots d'ordre du retrait inconditionnel des troupes israéliennes des territoires occupés en 1967 et de la reconnaissance du droit à la libre autodétermination du peuple palestinien dans son ensemble, et de la population de Cisjordanie et de Gaza en particulier (2). ■

25 avril 1988

1) Pour une analyse de l'évolution de la direction de l'OLP, voir la résolution du SU de la QI de juin 1986, publiée dans *Quatrième internationale* numéro 21, septembre 1986, ainsi que les articles sur le 18e CNP dans *Inprecor* numéro 243 et 244 (1987).

2) Voir la motion adoptée par le SU en mars dernier et publiée dans *Inprecor* numéro 263, du 11 avril 1988.

Elections frauduleuses à l'horizon

LE 6 JUILLET PROCHAIN se dérouleront les élections générales au Mexique : tous les postes de gouverneurs et la présidence de la république seront renouvelés. Mais cette année, la situation est un peu particulière : le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir, est en crise et divisé. Inprecor a rencontré Sergio Rodriguez, dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale.



INPRECOR : La grande nouveauté des élections mexicaines qui se dérouleront le 6 juillet prochain, c'est la crise politique ouverte du PRI, dans un contexte de crise économique. Comment le PRT analyse-t-il la situation ?

SERGIO RODRIGUEZ : Certains veulent réduire la crise que vit le pays à une simple crise économique, mais nous pensons quant à nous, qu'il s'agit de quelque chose de plus profond, qu'il existe une crise de tout le système de domination mis en place en 1934.

Ce système de domination est entré en contradiction avec les projets économiques de la bourgeoisie et de l'impérialisme pour le Mexique, notamment en ce qui concerne le rôle échu à la bureaucratie syndicale, aux formes d'organisation de la paysannerie au Mexique.

L'Etat qui apparaît après la révolution mexicaine, est perçu comme tel, comme l'émanation de la révolution, par une bonne partie de la population mexicaine.

De fait, la révolution a combiné différents aspects. Si elle a garanti le développement de la bourgeoisie, elle a également institutionnalisé de nombreuses conquêtes du mouvement de masse, en particulier le mouvement paysan révolutionnaire. Par exemple, l'article 123 de la Constitution établit un contrôle ouvrier sur la production, le droit de grève, la journée de huit heures, une sorte d'échelle mobile des salaires, etc. Sur les questions agraires, les paysans peuvent par exemple être propriétaires de la terre de façon communautaire depuis des générations entières. Aujourd'hui la bourgeoisie comme l'Etat, pensent que ces éléments ne servent plus à rien, qu'il est nécessaire de

changer toutes les lois du travail, transformer la tenure de la terre pour favoriser l'agro-industrie, c'est-à-dire favoriser la petite propriété privée. Cette modification implique qu'aux trois millions de paysans sans terre que nous avons aujourd'hui, viendraient s'en ajouter quatre ou cinq millions supplémentaires, ceux qui seraient touchés par cette mesure.

Le point de départ de la bourgeoisie, c'est que la productivité mexicaine a toujours été l'une des plus basses du monde. Le Mexique a donc besoin de profonds changements. La revue *Newsweek* a publié un article sur le projet du candidat du PRI, Carlos Salinas de Gortari, dans lequel il explique qu'il s'agit là d'une espèce de *perestroïka* à la mexicaine, à travers laquelle on va changer un autre système politique aussi vieux que celui de l'URSS.

C'est là le plan à long terme de la bourgeoisie, mais le problème pour eux, c'est qu'il n'est pas tout à fait identique de faire un plan de ce type sous une dictature militaire, sans consensus social, et de le faire dans un système dont la base fondamentale, c'est justement le consensus social. Avec cette politique, ce consensus social se rompt engendrant une série de problèmes à l'intérieur du PRI. Une nouvelle génération de dirigeants du PRI est apparue, celle qui veut mettre en place cette politique. Ce n'est pas un hasard si le candidat du PRI a 37 ans, et qu'il déplace toute une vieille génération de politiciens du PRI, très liés à la corruption, anti-démocratiques, mais ayant également des racines populaires, liés aux organisations de masse paysannes, syndicales, etc. Tous ces secteurs sont aujourd'hui perçus comme de "vieux dinosaures" qui ne sont pas "modernes", et qui doivent

être mis de côté pour laisser la place à une nouvelle génération de gens qui ont fait leurs études aux Etats-Unis, leurs doctorats à Harvard ou ailleurs, et qui ne viennent pas directement des organisations sociales traditionnellement contrôlées par le PRI.

En dernière instance, ce phénomène reflète, comme je te le disais, une crise de domination politique au Mexique, le début de la fin du consensus social mexicain. Voilà pourquoi c'est très important, car ce qui a permis au régime cette stabilité dont il a profité tant d'années, c'est de s'être présenté devant le peuple comme l'héritier de la révolution. En remettant cela en question, il remet également en question cette image devant les masses. De fait, il y a des commentateurs politiques au Mexique qui suggèrent que, de la même manière que Miguel Aleman avait changé le nom du parti - qui sous Cardenas s'appelait Parti de la révolution mexicaine - et lui donna son nom actuel de Parti révolutionnaire institutionnel, Salinas de Gortari devrait faire une autre modification en l'appelant Parti modernisateur institutionnel, ou quelque chose de ce goût là, parce qu'il perd chaque fois plus cette identité vis-à-vis de la révolution mexicaine.

■ **C'est dans ce contexte, qu'apparaît le "courant démocratique" du PRI, avec un personnage d'une haute valeur symbolique, puisqu'il est le fils de Lazaro Cardenas, Cuauthémoc. On parle même au Mexique de l'apparition d'un nouveau "cardénisme". Pourrais-tu nous expliquer ce que signifie au Mexique le cardénisme ? (1)**

- Le "cardénisme" fait référence au dernier gouvernement qui fut clairement identifié par les masses, non seulement comme représentant, mais poursuivant la révolution mexicaine. Lazaro Cardenas arrive à la présidence en 1934, il y restera jusqu'en 1940 ; ce fut réellement le grand modernisateur de la politique au Mexique. Il a modifié tous les mécanismes de contrôle sur les masses. Avant lui existait le Parti national révolutionnaire, fondé par Plutarco Elias Calles qui, s'il était parvenu à institutionnaliser la révolution, n'était pas encore parvenu à faire une politique de masse, une politique de contrôle des masses par l'Etat. Voilà pourquoi l'on dit qu'il existe une politique de masse du "cardénisme". Cardenas parvint à ce que la majeure partie des organisations ouvrières, paysannes, les couches moyennes, entrent dans le Parti de la Révolution mexicaine. Trotsky utilise une formule pour définir ce qu'était le parti de Cardenas, disant que c'était un "parti front populiste", car, effectivement, à l'intérieur de ce parti, il y avait à la fois des travailleurs, des paysans, des secteurs de la bourgeoisie etc., et il menait à la fois une politique anti-impérialiste très radicale et un projet de consolidation d'un pacte social entre les classes.

1) Sur le "cardénisme", voir l'article sur le Mexique dans le Cahier d'Etudes et de Recherches numéro 5 : "le populisme en Amérique Latine". 1987.



"A bas l'austérité du PRI", manifestation du PRT (DR)

Le "cardénisme" a marqué la conscience des travailleurs au Mexique, parce qu'il a mené à bien une série de mesures importantes, qui a permis des conquêtes pour le prolétariat et la paysannerie mexicaine. Les plus importantes furent celles qui s'effectuèrent en 1936, avec l'expropriation des terres où était cultivé le coton dans le nord du pays, à une époque où le coton avait une grande importance sur le marché international. Ces terres appartenaient entièrement aux Etats-Unis. Ce fut l'expropriation la plus importante que l'on ait connue au Mexique, elle a bénéficié à environ 60 000 familles et prit une grande signification, parce que les propriétaires fonciers, les latifundistes, les gardes-blanches, s'y opposèrent, utilisant même les armes, et Cardenas arma les paysans pour défendre la terre.

D'autre part, en 1938, lors d'une grève des travailleurs du pétrole pour la formation d'un syndicat national et pour la signature d'un contrat collectif, Cardenas proposa la nationalisation du pétrole qui eut une signification historique centrale pour le Mexique. Ce fut un affrontement de l'ensemble de la nation contre l'impérialisme, à tel point qu'on recommença à parler de la possibilité d'une nouvelle invasion du Mexique par les pays impérialistes, et provoqua une mobilisation impressionnante. Les gens amenaient leurs pauvres biens, poules, perroquets, etc., au Palais gouvernemental pour les donner au gouvernement et aider à payer la dette pétrolière.

En général, Cardenas donna de nombreuses terres à la paysannerie, soutint l'organisation du mouvement ouvrier pour la formation de la Confédération des travailleurs mexicains (CTM), etc. Au niveau international, il joua également un rôle très important, car ce fut le gouvernement qui appuya le plus ouvertement la République espagnole en 1936, beaucoup plus que l'URSS ou la France. Concrètement, dans le cas du Mexique, les brigades internationales pouvaient compter sur l'appui du gouvernement, qui appela même à la formation de ces brigades. A la fin de la guerre, en 1939, il mit de nombreux navires à disposition pour le transport des réfugiés permettant ainsi à un grand nombre d'enfants espagnols d'arriver au Mexique. Il donna aussi asile à Trotsky en 1938, et il existe même une lettre de Cardenas où il explique des choses très in-

téressantes. Il explique que dans cette période où il y a le fascisme en Allemagne et le stalinisme en URSS, où le monde entier connaît une défaite du mouvement ouvrier, au Mexique le mouvement de masse progresse. Ce fut un moment où existèrent même des possibilités d'une transformation sociale, vu le niveau de radicalisation qu'avait le mouvement de masse.

Ainsi donc, Cardenas développa une politique assez progressiste et anti-impérialiste. Toutefois, il y eut une autre facette de la politique de Cardenas, que Trotsky expliquait très bien quand il parlait des deux aspects du cardénisme. Car en même temps qu'il effectuait la nationalisation du pétrole, il assurait ce contrôle totalement anti-démocratique de l'Etat sur les masses, en intégrant de façon forcée les syndicats à l'intérieur du parti. Cela a eu plus tard des conséquences impressionnantes, car par la suite, si quelqu'un voulait travailler dans une usine, non seulement il devait signer son entrée dans l'usine mais aussi dans le parti et on lui décomptait automatiquement du salaire la cotisation au parti. Il mit également en place l'alinéa "B" de l'article 123 de la Constitution (reconnaissance du droit de grève) par lequel il prive du droit de grève environ 4 millions de Mexicains, travailleurs au service de l'Etat, parce que Cardenas pensait que l'Etat était révolutionnaire et il disait : "Si l'Etat est révolutionnaire, s'il y a des travailleurs au service de cet Etat, nous ne pouvons pas donner le droit de grève à ces travailleurs, car cela déstabiliserait l'Etat révolutionnaire". Et ainsi, jusqu'à aujourd'hui, les travailleurs de l'Etat n'ont pas le droit de grève.

Dans le même ordre d'idée, il a empêché que la CTM unifie les ouvriers et les paysans. Et surtout, il a créé toute cette image, qui pèse d'un grand poids dans la conscience des travailleurs, de l'arbitrage, d'un Etat arbitre entre les classes. Un Etat qui, chaque fois qu'il y a un conflit, se considère au-dessus des protagonistes et dont les décisions sont sans appel. C'est la loi dans les conflits syndicaux et agraires, ce qui projette l'image d'un Etat qui est au-dessus des classes. Pour comprendre la force de cette image, il faut revenir au conflit pétrolier. En réalité, les travailleurs n'avancèrent jamais la nationalisation du pétrole, mais seulement le

contrat collectif. Si bien que quand Cardenas décida la nationalisation, cela apparut aux yeux des masses, non comme le produit de leur lutte, de leur mobilisation, mais comme une grande concession de l'Etat.

Les gouvernements suivants nuancèrent, modifièrent le système. Mais ce que veut faire aujourd'hui Salinas de Gortari, ce n'est ni modérer ni nuancer, sinon ôter tout ce qu'il y avait de cardéniste dans l'Etat mexicain. Concrètement, la bureaucratie syndicale, la terre, l'article 123, les contrats collectifs, etc., et c'est pourquoi apparaît de nouveau un courant qui se nomme "cardéniste". C'est un courant qui se sent totalement déplacé à l'intérieur du PRI et qui pense, de son point de vue, que ce changement ne va qu'entraîner un processus de radicalisation et un niveau supérieur d'affrontement avec l'Etat. Dans beaucoup de sens, le projet néo-cardéniste est un effort pour essayer de rétablir le consensus social, une politique de masse de l'Etat mexicain, pour essayer de canaliser de nouveau les masses vers l'Etat.

■ Il y a une curieuse contradiction dans ce que signifie le courant démocratique du PRI. D'une part, il veut apparaître comme moderniste, et il est ainsi perçu par des secteurs de la société : il a une capacité d'attraction sur certaines couches intellectuelles "désenchantées" de la gauche, voisine du phénomène de "changement réaliste" qu'ont pu représenter en Europe certains partis sociaux-démocrates. D'autre part, Cardenas défend le maintien des structures et des méthodes politiques traditionnelles, considérées aujourd'hui comme dépassées par la bourgeoisie mexicaine, alors que le candidat officiel du PRI se fait le héraut de la "modernisation" économique bourgeoise. Comment évolue-t-il dans cette "contradiction apparente" ?

- La contradiction est double. Salinas de Gortari veut appliquer la modernisation capitaliste sans faire de processus de démocratisation, c'est-à-dire, avec les vieilles structures politiques, parce qu'il n'en a pas d'autres. Et Cardenas, dont le discours ne comporte jamais le mot "modernisation" comprend que certains changements doivent être opérés pour assurer la continuité des structures politiques traditionnelles.

Il existe de larges secteurs populaires, voire des secteurs de la bourgeoisie, à qui les propositions de Cardenas apparaissent comme socialistes. La bourgeoisie mexicaine est très divisée sur cette question. Cardenas-père créa également un syndicat patronal, la CANASINTRA, qui organise les secteurs de la petite et moyenne industrie. Ces secteurs sont totalement opposés au projet de modernisation de Salinas de Gortari, car ce projet implique l'entrée dans le GATT, l'ouverture au capital étranger, l'exportation de marchandises produites dans les maquiladoras (entreprises de montage), etc. C'est un projet qui bénéficie au capital le plus intégré au capita-

lisme financier impérialiste, mais qui conduit purement et simplement à la banqueroute la petite et moyenne industrie. Le problème qui naît de cette contradiction est très complexe, parce que Cardenas n'a pas exprimé clairement quel serait son programme économique. Pour l'instant, la seule chose qu'il fasse, c'est s'approprier tout le poids de la tradition cardéniste : c'est le retour au vieux nationalisme. Là gît le problème, car tout le monde comprend que, du point de vue de la bourgeoisie, la modernisation et le changement sont nécessaires. Mais le projet de Cardenas, le retour à l'idéologie des années 30 et 40.

Nous pensons quant à nous, que Cardenas ne révèle pas encore ouvertement l'ensemble de sa vision du pays. Pour le moment, il se consacre uniquement à organiser ses forces à partir de l'idéologie cardéniste. Mais quel sera son programme à plus long terme, ce n'est pas encore très clair.

■ *Dans ce processus d'organisation des forces, on a l'impression que Cardenas a obtenu quelques succès, non seulement à l'intérieur du PRI, ce que l'on pourrait considérer comme normal, mais aussi à l'intérieur de la gauche. Est apparu un mouvement d'appui à Cardenas même dans la gauche, y compris la gauche la plus radicale, ce qui a affecté dans une certaine mesure le PRT. Quel est l'effet réel de ce phénomène ? Comment nous-a-t-il affectés ?*

- Cuauthémoc Cardenas répète l'expérience de son père. D'un côté, il capte un secteur du PRI qui en a assez de cette politique de modernisation et de ce processus de perte de popularité et d'effritement du consensus social que le PRI avait garanti, et qui voit dans le néocardénisme le moyen de s'exprimer politiquement et, d'un autre côté, il capte des secteurs en dehors du PRI, y compris dans la gauche radicale. Effectivement, il y a même certains militants de notre parti, cinquante environ, qui ont vu dans le néocardénisme une grande possibilité de changer le rapport des forces. Ce n'est pas une chose facile à critiquer, car elle a une base réelle. Il existe effectivement des secteurs importants du peuple mexicain qui sont las du PRI, et cette lassitude ne peut pas être encore canalisée par la gauche socialiste. Si l'on a beaucoup progressé, car il est indubitable que la gauche socialiste a progressé, si nous comparons avec sa situation de 1968 à 1975, mais il est également certain qu'elle n'est pas perçue comme un projet alternatif de pouvoir au PRI. D'autre part, il est évident que le cardénisme de Cuauthémoc comporte tout un élément d'illusion pour d'importants secteurs des masses qui pensent qu'il est à même d'infliger une défaite au PRI.

Les camarades qui viennent de former le Mouvement vers le socialisme (MAS), nom du regroupement de tous les secteurs



provenant de la gauche révolutionnaire qui soutiennent Cuauthémoc Cardenas, se veulent un pont entre la conscience nationaliste, cardéniste, des masses, et le projet socialiste. Mais, en réalité, la position que prennent ces camarades pourrait se résumer dans la formule suivante : 99% d'appui à Cardenas et 1% de critique. Il ne font aucune distinction entre la dynamique du mouvement qui soutient Cardenas et sa direction, le projet politique de la direction cardéniste. Or, ce que les masses ressentent en entendant et en voyant Cardenas, est totalement différent de ce que veut Cardenas par rapport à ce mouvement de masse. C'est là où les choses sont compliquées. Les secteurs politiques qui dirigent le courant cardéniste savent que Cuauthémoc ne va pas gagner les élections, car aujourd'hui au Mexique, il est impossible de battre le PRI sur le terrain électoral : la fraude électorale garantit la victoire. Cardenas cherche à créer un mouvement de masse suffisamment important pour qu'il constitue une force politique capable d'empêcher la modification de l'ensemble de l'Etat en place. Il veut freiner les modernisateurs avec ce mouvement, faire en sorte qu'ils n'aient pas les mains libres pour changer la structure syndicale, paysanne etc., et ensuite entamer avec eux une négociation sur la base d'un rapport de forces favorable, situation que les cardénistes n'avaient pas quand ils étaient à l'intérieur du PRI, car dans ce parti, personne ne bouge sans l'assentiment du président de la République. Le cardénisme exprime donc un mouvement de masse qui va lui être utile pour négocier avec l'Etat. Ce résultat de cette négociation ne peut être que le rétablissement du pacte social, à partir de la canalisation de la radicalisation des masses vers un projet de simple pression pour empêcher le processus de transformation bourgeoise de l'Etat mexicain.

■ *L'apparition du cardénisme et sa capacité d'attraction populaire*

créent des problèmes pour le PRT mais aussi pour le Parti mexicain socialiste (PMS) (2) qui présente son propre candidat dans la campagne électorale. Je pense que vous pouvez apparaître comme "diviseurs" face à la candidature "utile" que représente Cardenas face au PRI. Dans ces conditions-là, comment se passe la campagne du PRT, avec Rosario Ibarra comme candidate à la présidence ? Comment les couches populaires vous perçoivent-elles ?

- Les camarades du PRT qui ont décidé d'appuyer la campagne de la candidature de Cardenas et qui ont formé le MAS, avec des camarades d'autres organisations, qui proviennent notamment de l'Organisation de la gauche révolutionnaire-Ligne de masse (OIR-LM) d'origine maoïste, affirment que la décision du PRT et du PMS, en décidant de ne pas soutenir Cardenas, isole la gauche socialiste des masses.

En réalité presque tout le monde reconnaît au Mexique, et je crois, même ces camarades-là, que toutes les campagnes rencontrent un succès de masse.

Je vais prendre un exemple. Il y a eu un meeting à La Laguna, d'environ 60 000 paysans qui ont reçu Cardenas comme on reçoit un héros révolutionnaire. La veille, ces mêmes gens avaient été contraints d'assister à un meeting de Salinas de Gortari et ils le reçurent en lui lançant de l'eau bouillante, allant jusqu'à se battre avec les militants du PRI. Et pourtant, le lendemain ils allaient tout heureux au meeting de Cardenas. Nous disons que ce meeting est un pas en avant, et nous ne devons pas avoir une vision sectaire par rapport à cette réunion, parce que ceux qui y assistaient, sont en train de rompre politiquement avec le PRI. Bien sûr, nous pensons que la direction de ce mouvement est bourgeoise, nationaliste, réformiste. Mais la dynamique est totalement positive. Pour te donner une idée, les femmes disaient à Cuauthémoc Cardenas que si cette fois encore, le résultat réel du scrutin n'était pas respecté par le gouvernement, il fallait reprendre les armes. Bien entendu, Cardenas appelait au calme, disait qu'il ne fallait pas se radicaliser.

Dans le passé récent, il y a eu des mouvements comme celui de "la tendance démocratique" du syndicat des électriciens, dans les années 70, qui ont évolué vers la gauche, parvenant même à des conceptions socialistes, mais qui ensuite sont passés sur des positions nationalistes, pour finalement se retrouver dans le PRI. Nous assistons à une évolution du même type : un mouvement indépendant, qui avait rompu avec l'Etat, qui avait déjà une vision socialiste, et se trouve aujourd'hui canalisé vers le cardénisme. En réalité, des groupes comme le MAS, au lieu d'être

2) Le PMS est issu de la fusion en 1987 du PSUM (PC mexicain) et d'un parti nationaliste, le Parti Mexicain des travailleurs (PMT). Voir *Inprecor* numéro 246 du 6 juillet 1987.

un pont pour amener les masses en direction du socialisme, sont un pont pour mener les socialistes vers le cardénisme.

Pour toutes ces raisons, même s'il existe effectivement de grands risques d'isolement, nous sommes convaincus que nous devons continuer d'avancer dans le processus de construction d'une force révolutionnaire autonome et indépendante, pas indépendante et autonome vis-à-vis des masses cardénistes, mais vis-à-vis de l'Etat. Nous pensons que nous devons prendre des initiatives en direction de ces couches populaires qui se tournent vers Cardenas, que nous devons faire des propositions concrètes de lutte à ces secteurs cardénistes, sur des points comme les salaires, les conventions collectives, la dette extérieure, etc., en comprenant que non seulement il faut s'adresser à ces masses cardénistes, mais également à leur direction. Mais c'est seulement si nous parvenons à créer une force de masse organisée, autonome et indépendante, que pourra s'établir réellement un dialogue avec ces masses.

C'est pourquoi nous cherchons à créer une force indépendante et autonome. Nous avons déjà beaucoup progressé sur cette question. Ainsi, après le tremblement de terre de 1985, s'est organisée la Coordination unique des victimes du séisme (CUD). Beaucoup de ceux qui étaient dans cette coordination n'avaient jamais fait de politique, et beaucoup militaient même dans le PRI. Récemment, la majeure partie des organisations de la CUD ont décidé d'appuyer Rosario Ibarra et le PRT, et participent activement à la campagne. Nous parlons d'une organisation qui regroupe entre 80 et 90 000 personnes, pour la seule ville de Mexico. Pour nous, c'est une démonstration palpable du caractère erroné de cette analyse selon laquelle les masses tout entières vont passer par une conscience nationaliste avant de parvenir à une conscience socialiste.

Nous sommes conscients que la situation est compliquée, mais nous croyons aussi qu'elle est meilleure que jamais. Parce que nous pensons que cette crise du PRI va être si importante qu'elle va créer des problèmes même à Cardenas. Parce que, par exemple, s'il accepte la fraude électorale, s'il accepte de rentrer dans une négociation dans ces conditions, il est possible que d'importants secteurs de masse cardénistes rompent.

La différence entre Cardenas père et Cardenas fils, c'est que le père avait offert des choses concrètes aux masses. Mais ce n'est plus le cas. Nous sommes dans une période de crise économique.

■ **Peux-tu nous donner, pour conclure, quelques éléments sur la campagne de Rosario Ibarra et du PRT ?**

- Cette campagne est un peu spéciale. Nous pensons qu'il est impossible de faire une campagne de routine, de meetings, etc. La radicalisation est très forte au Mexique, le mécontentement populaire aussi. En fonction de cela, nous avons décidé de faire une campagne qui aborde

les questions de fond. Nous pensons qu'il est insuffisant de faire des appels à battre le PRI dans les urnes, mais que c'est un bon moment pour expliquer aux gens ce que signifie le processus d'organisation autonome et indépendante des masses, au-delà de la période électorale. En conséquence, nous avons décidé de faire une campagne où nous puissions profiter de ce niveau de radicalisation et de combativité, afin de nous axer en fonction des luttes de masses qui se déroulent. Dans beaucoup d'endroits, nous avons occupé des locaux gouvernementaux, les bureaux du service des eaux, de l'électricité, de la voirie pour poser les problèmes qui existent dans les quartiers populaires. Nous avons occupé des locaux d'entreprises de distribution pour protester contre le piètre approvisionnement de la ville de Mexico. La police et l'Etat ont dit que ces occupations sont illégales, qu'elles n'ont rien à voir avec une campagne électorale en tant que telle, parce que nous ne nous contentons pas d'appeler à voter.

Et, effectivement, ce n'est pas pour nous l'élément clé. L'élément clé, c'est de partir du niveau d'organisation de la population, des luttes qu'elle mène concrètement, et utiliser la campagne pour avancer sur ces questions. Si un quartier populaire lutte pour avoir l'électricité, nous allons dans ce quartier, et avec les gens, nous occupons les locaux de la compagnie électrique et nous exigeons avec eux que l'électricité soit installée réellement. Et nous avons obtenu des succès. Pareil pour les occupations de terre, les grèves...

L'idée que nous avons, c'est de faire une campagne radicale, qui aide au processus d'organisation et qui soit également utile pour les luttes que mènent les gens. Nous pensons que la campagne donne de très bons résultats. Nous avons fait des meetings, y compris dans des petites villes, où nous avons réuni deux à trois mille personnes. Pour le seul Etat de Sonora, à la frontière avec les Etats-Unis, dans l'ensemble de nos meetings, nous

Rosario Ibarra (DR)



avons réuni entre 15 et 18 000 personnes. Dans l'Etat de Tlaxcala, qui est le plus petit du pays, nous sommes parvenus à réunir 5 000 personnes ; à Puebla, 12 000. A Mexico, nous avons fait des meetings, comme celui de l'enregistrement de la candidature, qui a rassemblé quelque 20 000 personnes, et où la CUD a pris une large part.

Donc, du point de vue de la mobilisation, nous avons réussi davantage jusqu'à maintenant, que ce que nous avons fait dans toutes les précédentes campagnes électorales. Nous avons calculé que nous avons réussi à mobiliser, en un mois et demi de campagne, entre 80 et 90 000 personnes, et il nous reste encore trois mois de campagne. Nous avons le projet de faire un grand meeting central à la fin, pour prouver qu'il existe un large mouvement autonome, indépendant, qui est une grande force dans ce pays. Nous pensons réunir dans ce meeting peut-être plus de 50 000 personnes dans la ville de Mexico.

Dans le même temps, dans cette situation de crise de l'Etat mexicain, nous voulons faire progresser la conscience de la population sur ce que signifient les élections. Nous pensons que la fraude électorale va être énorme cette année, plus importante encore que par le passé, elle va porter sur des millions de votes. Et nous pensons que c'est à ce moment-là que les choses vont s'éclaircir entre les différentes forces politiques du pays. Nous nous préparons à cet événement, car nous pensons que ce sera le moment de l'action, d'un grand mouvement civique, afin de ne pas permettre à la droite de s'arroger la défense de ce droit démocratique élémentaire : voter pour qui l'on veut. Car si la droite prend en charge cette question et parvient à s'identifier avec la conscience démocratique des masses, nous pourrions perdre tout ce qui a été acquis dans les luttes concrètes.

Nous pensons que le PRT doit devenir le promoteur central de la lutte contre la fraude électorale. Ainsi, dans chaque meeting, dans chaque réunion, nous expliquons la signification de la fraude électorale et nous préparons les gens à cette grande lutte qui aura lieu au Mexique après le 6 juillet. Et ceci, indépendamment du fait que le PRT lui-même soit ou non victime de cette fraude. C'est là où la candidature de Rosario Ibarra est d'une grande signification, par ce qu'elle représente dans les libertés démocratiques et la lutte pour la démocratie au Mexique. Et en même temps, c'est là le point faible de la candidature de Cardenas, car il fut gouverneur du PRI dans l'Etat de Michoacan, et lui-même a trempé dans la fraude électorale. Son second, Porfirio Muñoz Ledo, fut président du PRI dans cet Etat, autrement dit, il était chargé de mettre en pratique cette fraude pendant des années. Lui-même le reconnaît. Ils n'ont pas le crédit moral pour lutter contre la fraude. ■

Propos recueillis par Miguel Romero
Le 26 mars 1988

La révolte étudiante

UNE IMPORTANTE VAGUE de protestation s'est élevée en Grèce, à la fin de l'année 1987, qui n'a pas seulement ébranlé le gouvernement mais a secoué la gauche.

Ce fut une explosion soudaine après huit ans d'apparente passivité et de conservatisme dans les universités.

Les principales revendications de la lutte étaient matérielles.

Parmi les problèmes les plus fortement ressentis : celui des logements, rares, et dont les prix se sont envolés. L'autre, celui du retard dans la distribution des livres de cours, qui sont fournis gratuitement par l'Etat. Nous publions ci-dessous, deux articles parus dans les organes de presse de l'OKDE, section grecque de la IVe Internationale.

Demetres KATSONIDES

LA RECENTE EXPLOSION de la jeunesse oblige tout le monde à étudier les raisons de cette mobilisation.

Chaque génération doit faire l'expérience de ses propres problèmes. Ainsi, la récente mobilisation de la jeunesse est survenue après huit ans d'inertie, de passivité, d'atomisation, d'indifférence et de choix conservateurs auxquels ont été soumis les jeunes. C'était le résultat des attaques qu'ils ont subies avec la politique bourgeoise droitière de la direction du Parti socialiste grec, le PASOK, et de son gouvernement. C'était aussi le résultat de la domination par des mécanismes bureaucratiques des fractions du PS et du PC, le PASK et le PSK, dans le syndicat étudiant, qui ont bloqué toute activité du mouvement étudiant.

Comparaison entre hier et aujourd'hui

Aujourd'hui, les problèmes auxquels les étudiants sont confrontés sont différents. Ce sont les conditions matérielles qu'ils rencontrent, comme les bâtiments, les équipements, la nourriture, le contenu des études, associées à la perspective du chômage, qui sont à la base du développement d'une conscience révoltée de la jeunesse étudiante, puis de sa politisation. C'est cela qui les oblige à comprendre le rôle de modernisation que la bourgeoisie demande de jouer aux universités et aux instituts techniques, ce qui les pousse à davantage de revendications politiques, et à des revendications anti-capitalistes.

Pour une meilleure compréhension de cette explosion des étudiants, il est utile de faire une comparaison avec les révoltes étudiantes des années 60 et 70 et d'essayer d'en tirer quelques conclusions.

Ces révoltes antérieures, comme celle

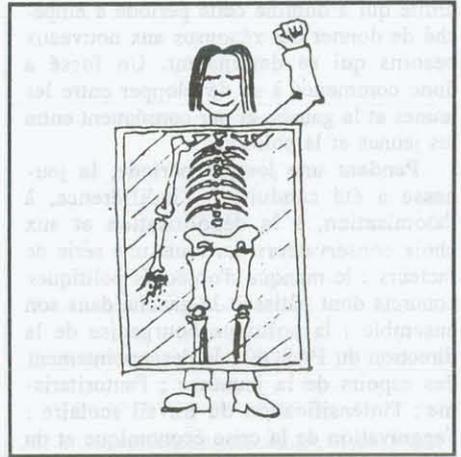
de mai 1968 en France, ont été le résultat de la phase de développement du capitalisme après la guerre. Les rythmes de développement de la science et de la technologie ont été rapides. Le taux d'innovation dans la production a été sans précédent. Les universités, dans une certaine mesure, ont cessé d'être le domaine d'un nombre limité de jeunes gens de la couche sociale supérieure. Les inscriptions ont commencé à revêtir un caractère massif pour répondre aux besoins d'un capitalisme en expansion.

Une autre facteur important de ces rebellions a été le succès international de la gauche, la guerre du Vietnam, la décolonisation, la victoire de la révolution cubaine et la révolution culturelle en Chine. Ces événements ont joué comme catalyseur sur la conscience des masses, et en particulier sur les jeunes.

Aujourd'hui, dans la comparaison générale avec la période du développement du capitalisme d'après-guerre, il apparaît que le boom capitaliste s'est prolongé par une crise économique, dont nous voyons quotidiennement les effets.

Les barrières de classe entravant l'accès à l'éducation sont de plus en plus importantes. Les enfants issus de la classe ouvrière vont de moins en moins à l'université. Les budgets sont réduits, les investissements aussi, mais le chômage s'accroît. En même temps nous assistons au développement rapide de nouvelles technologies, tout comme dans la période du boom capitaliste.

Les universités perdent donc leur caractère de masse. L'individualisme est mis en avant, de même que l'éducation à deux vitesses qui divise les étudiants entre quelques "moutons", qui formeront l'élite et les "chèvres" nombreuses qui formeront les vastes cohortes de chômeurs. Cela correspond aux besoins actuels du capitalisme.



Il ne faut pas négliger le fait que la jeunesse d'aujourd'hui ne se réfère pas à des sources de "romantisme révolutionnaire". Dégoûtée par la politique et la situation sociale et par les manœuvres bureaucratiques des partis réformistes, elle n'a pas de sources d'inspiration car il y a pas aujourd'hui de succès évidents de la gauche au niveau international. Ce sont les raisons principales pour lesquelles ses revendications se situent davantage sur le plan économique et ne prennent que graduellement des options systématiques.

L'absence de cadre démocratique bourgeois

Jusqu'à la guerre et dans la période d'après-guerre, l'absence d'un cadre démocratique bourgeois pendant toute une période est devenu un axe de la radicalisation et de la croissance du mouvement de masse de la jeunesse et de celle de fortes organisations de gauche.

La génération de la jeunesse Lambrakis, l'Article 114, la révolte de l'école Polytechnique et la Loi 815 (1) avaient des objectifs clairement dirigés contre la droite et avaient adopté des mots d'ordre revendiquant la liberté, la démocratie et l'indépendance, l'éducation et les emplois.

Comme nous l'avons déjà mentionné, ils ont été encouragés par les succès du mouvement ouvrier international. La radicalisation de cette génération a donc pris un caractère de remise en cause du capitalisme.

Il y a maintenant une longue tradition de démocratie bourgeoise. On peut la dater, d'une façon générale, de la période de transition vers le régime parlementaire qui a suivi la chute de la dictature des colonels, en 1974, et en particulier depuis l'ascension du PASOK au pouvoir, en 1981. L'orientation de lutte contre la

1) Lambrakis était une figure politique radicale de gauche. Il a été assassiné par la droite en 1965. Les secteurs les plus gauches de la jeunesse communiste se réclament de lui.

L'article 114 était une garantie de préservation de la démocratie, obtenue par les masses opprimées par le pouvoir monarchico-parlementaire des années 1960.

La révolte de l'école Polytechnique en novembre 1973, a été le plus important soulèvement contre la dictature des colonels.

La Loi 815, adoptée en 1978, était une réforme de droite de l'éducation, introduisant, entre autres, la sélection. Elle a provoqué des luttes massives en 1979.

droite qui a dominé cette période a empêché de donner des réponses aux nouveaux besoins qui se dessinaient. Un fossé a donc commencé à se développer entre les jeunes et la gauche et par conséquent entre les jeunes et la politique.

Pendant une longue période, la jeunesse a été conduite à l'indifférence, à l'atomisation, à la dépolitisation et aux choix conservateurs par toute une série de facteurs : le manque d'objectifs politiques concrets dont pâtissait la gauche dans son ensemble ; la politique bourgeoise de la direction du PASOK ; le désappointement des espoirs de la jeunesse ; l'autoritarisme ; l'intensification du travail scolaire ; l'aggravation de la crise économique et du chômage ; le manque de perspectives professionnelles ; la crise du système éducatif, etc.

Les jeunes ont alors cessé de remettre en cause les valeurs bourgeoises et de se radicaliser. Tout cela, ajouté au recul international de la gauche et du mouvement ouvrier, a conduit à la formation d'une conscience différente sur une série de questions.

C'est pour cette raison que nous voyons des revendications bien différentes de celle de la génération plus ancienne être soulevées par les mobilisations étudiantes. Ces revendications ne découlent pas d'objectifs politiques spécifiques, mais découlent de leurs problèmes concrets, actuels.

Des études stériles

Aujourd'hui, les jeunes, les étudiants qui se mobilisent sont ceux qui poursuivent leurs études avec régularité, qui lisent, qui font le travail qu'ils ont à faire à la maison et qui passent leurs examens, qui ont fait le parcours du combattant d'un cursus accéléré, qui finissent leur travail dans les temps, qui pensent à s'établir, etc.

Mais ils découvrent que les études qu'ils font sont stériles. Elles deviennent ennuyeuses. Les professeurs sont les seigneurs et maîtres. Les équipements matériels et techniques sont proches de la misère. Les bibliothèques et les lieux de loisirs sont inexistantes. L'avenir est incertain. Ils commencent à comprendre l'exploitation et se sentent traités comme des marchandises.

A cause de la politique d'éducation bourgeoise du PASOK et des manipulations des réformistes, pendant huit ans tous ces problèmes ont poussé les étudiants vers les solutions individuelles, la résignation, la sécurité, le conservatisme. Mais en même temps, ils ont créé ce qu'on pourrait appeler un "nouveau type de radicalisation".

Toutefois, si le mouvement de la jeunesse ne trouve pas de solution, s'il

n'adopte pas des objectifs précis, des directives et une orientation politique claires, le danger existe que la vapeur ne s'épuise à nouveau, qu'elle retourne au même niveau d'apathie, de conservatisme et d'atomisation qu'auparavant.

Cette lutte pour la réorientation et la repolitisation des jeunes se décidera sur la base des problèmes sociaux et politiques et des réponses offertes.

D'un côté l'accumulation de mécontentement et d'indignation a donné naissance aux récentes mobilisations. De l'autre, la faillite et la politique d'austérité imposent des restrictions budgétaires et des investissements réduits. Cela, en retour, conduit à l'autoritarisme et aux attaques contre les gains du mouvement populaire, dans le but de le marginaliser.

Par là même, mettre un signe d'égalité entre les occupations de 1987 et celles de 1979, est faux. Une comparaison entre ces actions nous montre que le rapport de forces en 1979 était totalement en faveur des organisations de gauche. A cette époque, il régnait un climat tout à fait hostile à la droite.

Mais aujourd'hui cela a largement disparu. Il y avait une opposition systématique à la Loi 815 et aux orientations adoptées pour le secteur éducatif, contre la politique de la droite. Aujourd'hui, il n'y a ni climat anti-droite, ni buts concrets.

En 1979, il existait des organisations nationales de la gauche extra-parlementaire qui jouaient un rôle dirigeant important, alors qu'aujourd'hui les Regroupements de gauche (*Aristeres Syspeiroseis*, ASF) et quelques autres n'ont ni organisation nationale structurée, ni buts ou coordination concrets.

Aujourd'hui il n'y a pas d'objectifs, parce qu'il n'y a pas de direction qui puisse proposer ces buts concrets. La fraction socialiste étudiante organise le sabotage de l'action, et celle du PC essaie de calmer le jeu. Quant à la Fédération étudiante, l'EFEE-ESEE, qui est dirigée par ces deux groupes conjointement, elle ne jouit pas de la confiance des étudiants.

Les problèmes des jeunes, sont ceux de société elle-même. De conserve avec l'échec de la gauche à offrir une alternative convaincante, ils forment la base de la crise du mouvement et de son comportement conservateur en maintes occasions. Le but principal qui doit être défini aujourd'hui est de rebâtir l'unité et de repolitiser le mouvement jeune.

La gauche ne pourra récupérer le soutien de ce mouvement que si elle restaure les valeurs du socialisme dans la conscience des jeunes, valeurs que le PASOK et le reste de la gauche "officielle" ont anéanties avec leur politique. ■

Regroupement marxiste décembre 1987-janvier 1988.

GRECE

Autopsie d'un mouvement

LES ACTIONS ETUDIANTES ont, une nouvelle fois, révélé les faiblesses subjectives des forces révolutionnaires en ce qui concerne le problème de l'affrontement avec les mécanismes réformistes. L'incapacité à prendre les initiatives correctes et à appliquer la tactique juste (le front uni) n'est pas seulement due à un manque de compréhension de ce qui aurait dû être fait, mais a, malheureusement, des causes plus profondes.

Spartakos

UNE APPROCHE EMPIRIQUE du problème du réformisme conduit soit à éviter toute collaboration avec les réformistes, soit à s'adapter à eux. La conception selon laquelle les réformistes ne luttent jamais, que le réformisme est, en toutes circonstances, une machine à briser les grèves, etc., produit des "surprises" et des "désillusions".

Dans les événements récents, c'est une combinaison de nombreux facteurs qui a mené, d'une part, à perdre une occasion politique de changer radicalement les rapports de forces dans le mouvement étudiant en faveur des options révolutionnaires et, de l'autre, à la rupture (heureusement seulement temporaire) de la dynamique du mouvement étudiant lui-même. Puisque ce problème va réapparaître (et pas seulement en ce qui concerne les étudiants), il faut analyser ces faiblesses afin que les forces révolutionnaires puissent être plus efficaces, donnent un élan au mouvement et, en même temps, changent les rapports de forces en leur faveur.

Les circonstances qui ont fait exploser les étudiants sont plus ou moins bien connues. Il s'agit d'une accumulation de faillites à tous les niveaux (économique, de l'enseignement et de l'organisation du système éducatif). Les occupations de facultés se sont succédées, les unes après les autres.

Le rapport de forces dans les universités a revêtu une dynamique favorable aux forces révolutionnaires et défavorable aux forces qui s'opposaient à ces occupa-



tions. Des comités de coordination ont été élus dans les établissements occupés dans lesquels des forces révolutionnaires, surtout organisées dans les Regroupements étudiants de gauche (ASF), ont obtenu la majorité. Depuis lors, l'étroitesse de leurs perspectives et dans une certaine mesure, la "politique de chefs", ont pris le dessus.

Manque de centralisation

Au lieu de se rassembler et d'élire un organe central de coordination, les ASF sont restés séparés les uns des autres. Chaque établissement scolaire, et chaque groupe dominant, a essayé de jouer le rôle de centre du mouvement étudiant. Tous les autres étaient censés se soumettre à la "domination" de l'un ou l'autre groupe. Le mouvement étudiant, dans son ensemble, et ses revendications, avaient disparu de l'horizon de ces "leaders".

Non seulement rien n'a été entrepris pour unifier les Regroupements dans les différentes écoles, mais aucune idée concrète ne fut proposée pour sortir du "ghetto" étudiant et pour organiser une manifestation centrale. De l'autre côté, il n'était pas aisé de faire une telle proposition parce que rien n'avait été fait pour unifier les comités. Ce fut alors le début du déclin de la lutte.

L'organisation jeune du PC (KNE), après avoir perdu une faculté après l'autre, a fini par comprendre sa faiblesse dans le mouvement. Elle fit passer le centre de gravité des universités aux organisations étudiantes nationales, où elle avait un poids supérieur à celui des ASF. C'est dans ce cadre que les Jeunesses communistes ont pris l'initiative d'organiser des manifestations centrales. Le "Bloc des occupations" fut obligé de se mettre à la traîne d'une initiative qu'il aurait dû prendre lui-même. Ayant récupéré l'initiative au niveau central, la KNE mis les occupations politiquement et organisationnellement à sa remorque. Là où elles ne pouvaient pas les contrôler, elles les ont sabotées.

La bataille contre les forces de répression, le 13 novembre, a privé les ASF de leur seul argument contre les réformistes, c'est-à-dire qu'ils ne luttent pas et essaient toujours de freiner les luttes. Cette idée primaire du réformisme a été renversée dans la pratique par une échauffourée et les ASF en ont été désarticulés et démolis.

Le fait que lors de l'anniversaire du soulèvement de l'école Polytechnique, les ASF ont été entraînés dans le cadre politique et organisationnel des Jeunesses communistes fut le résultat et non la cause des problèmes, contrairement à ce que certains disent. L'acceptation de ce cadre a été le résultat du manque d'alternative, en particulier au plan organisationnel, de la part du "Bloc des occupations".

La donnée fondamentale est que ASF et le "Bloc" avaient laissé l'initiative (politique et organisationnelle) leur filer entre les doigts déjà bien avant, et ensuite il n'était pas été si aisé de la reprendre des



mains de la KNE, d'autant plus qu'ils n'avaient pas de réelles propositions concrètes.

Le double pouvoir

Le EFEE est le plus haut organe représentatif des étudiants qui émerge chaque année d'élections de "type parlementaire". Les Comités de lutte à la base, les SE, ont, eux, été élus pendant la lutte. Un "double pouvoir" existait dans le mouvement entre les nouveaux organes de base et l'EFEE, qui tendait à perdre toute son autorité. En fait le problème n'était pas organisationnel, mais surtout politique. Le "Bloc" des occupations, dominé par les Regroupements de gauche (ASF), n'avait pas pensé à organiser de mobilisation centrale, le résultat en a été qu'il n'a pas ressenti le besoin d'un organe central de coordination.

Comme une telle centralisation des SE n'existait pas, la KNE, en prenant intelligemment les initiatives centrales a réussi à restaurer l'autorité que l'EFEE avait perdue. En restant les organes "inactifs" d'une occupation passive, ils ont laissé le rôle de direction centrale à la KNE-EFEE. Le "Bloc" aurait dû lui-même proposer à la KNE un front de lutte basé sur les occupa-

tions. Si l'EFEE voulait devenir l'organe de la lutte, il aurait dû appeler à l'occupation dans toutes les écoles de façon à avoir le droit de diriger la lutte. (Bien sûr une telle proposition n'aurait été acceptée ni par le PASK, ni, naturellement, par la KNE).

Parallèlement, le "Bloc" aurait dû prendre l'initiative des manifestations centrales, en dehors de l'EFEE-KNE, sans attendre pour déployer son énergie. La KNE, qui avait un pied dans les occupations et l'autres dans l'EFEE, a essayé, avec succès, de tenir le centre de gravité des manifestations centrales.

L'absence d'alternative politique et d'une solution organisationnelle alternative a rendu la tâche aisée au KNE pour jouer le rôle d'un front d'action, pour son propre compte. Le "Bloc" n'aurait pas dû rejeter le front, mais aurait dû prendre le contrôle de la direction du mouvement des mains de l'EFEE (dans lequel il n'était pas représenté), pour le rendre aux mains des comités de base, et à un organe central de ces derniers.

Aucune force politique n'aurait été exclue des comités de base, aussi longtemps qu'elle aurait accepté de participer effectivement aux luttes du mouvement étudiant. Toutes les forces politiques en lutte, auraient eu, de même leur, place dans les comités de base des établissements universitaires et dans un organe central de coordination.

Sectarisme dans l'ASF

Quelle était la force dont les comités de base pouvaient bénéficier au sein de l'EFEE ? Aucune. Quelle force pouvaient avoir dans un tel organe de lutte, la fraction PS (PASK) et la DAP (fraction étudiante du principal parti bourgeois) ? Aucune. Le front uni de lutte est un front de lutte, et non une combinaison électorale.

Si l'EFEE avait perdu l'initiative dans les manifestations centrales, au bénéfice d'un comité de coordination des comités de base (et il l'aurait perdue car sa position était entièrement déterminée par le KNE), alors un front unique aurait poussé la KNE et ses partisans à participer aux organes de lutte, et non à rester dans la caverne des brigands électorale avec le PASK.

Ce n'est que de cette façon que le "front" de l'EFEE-KNE avec le "Bloc" et les ASF aurait eu une réelle signification dans le combat. Une telle organisation, après l'extension des occupations à toute la Grèce, aurait très bien pu prendre le caractère de direction nationale de la lutte. La KNE aurait alors été forcée de laisser l'EFEE au PASK et de participer à ce nouvel organisme, ou de se retrouver encore plus isolée dans facultés.

Mais, malheureusement, l'étroitesse d'esprit des groupes composant l'ASF les a empêchés de donner la priorité aux tâches politiques et organisationnelles d'intérêt général. ■

Décembre 1987.

Droits de l'homme en danger

NOUS REPRODUISONS ci-dessous de larges extraits d'un rapport publié par l'organisation *Amnesty International* sur les violations des droits de l'Homme aux Philippines (1). Ce rapport, intitulé "Armée assassine, Hier et Encore" fait suite à une mission d'enquête qui s'est rendue dans l'archipel en juillet 1987, et tient compte d'informations qui lui sont parvenues depuis. Les conclusions d'*Amnesty International* nous paraissent particulièrement importantes. Cette organisation avait en effet, à la suite de deux missions organisées en mai et décembre 1986, salué les progrès enregistrés sous le régime Aquino dans le domaine des droits de l'Homme, par comparaison avec la situation qui prévalait sous la dictature Marcos. *Amnesty International* se disait alors raisonnablement optimiste. Or, note le rapport récemment publié, "lors de la troisième mission, en juillet 1987, la situation avait beaucoup changé".

Amnesty International note que, "depuis le milieu de l'année 1987, les assassinats politiques perpétrés par l'armée et les forces paramilitaires, les vigilantes, à l'encontre de la loi, constituent la plus grave atteinte aux droits de l'Homme aux Philippines".

Depuis des mois déjà, les mouvements de défense des droits de l'Homme aux Philippines, comme la *Task Force Detainees*, avaient tiré la sonnette d'alarme, montrant, enquêtes à l'appui, que les exécutions sommaires et les disparitions se multipliaient à nouveau dans l'archipel. Le gouvernement et l'état-major de l'armée avaient dénoncé dans ces organisations humanitaires des "fronts communistes", rejetant purement et simplement leurs conclusions. C'est aujourd'hui au tour d'*Amnesty International* de présenter le dossier des "exécution extra-judiciaires" (2). Malgré les critiques embarrassées de Corazon Aquino, présidente des Philippines, qui met en cause la validité des sources d'*Amnesty International*, il sera bien difficile au régime d'expliquer maintenant que tout cela n'est que de la propagande communiste malveillante !

Comme nous l'avons plus d'une fois indiqué ces derniers mois dans nos colonnes, la multiplication des groupes de *vigilantes*, groupes terroristes anti-communistes, a atteint des proportions extrêmement graves. La publication du rapport d'*Amnesty International* doit-être l'occasion de renforcer l'action de solidarité envers les Philippines, notamment sur le terrain de la défense des droits de l'Homme.

(Les intertitres figurent, pour la plupart, dans le rapport)

Paul PETITJEAN

D EPUIS LE MILIEU de l'année 1987, et ce au mépris de la loi, les assassinats politiques commis par les forces gouvernementales ou par des forces soutenues par le gouvernement posent un très grave problème pour les droits de l'Homme aux Philippines.

Dans la plupart des cas, les victimes étaient soupçonnées de soutenir l'insurrection communiste et faisaient partie d'organisations de gauche légales. Elles ont été assassinées par des membres de l'armée et de la police, par un groupe pa-

ramilitaire appelé Forces civiles de défense territoriale (CHDF), ou par des groupes de civils recrutés dans la population, connus sous le nom de "*vigilantes*" (mili-ciens), et appuyés par le gouvernement (...)

Les personnes soupçonnées de soutenir l'insurrection ne sont pas les seules victimes de la violence politique aux Philippines. La Nouvelle armée du peuple (NPA), branche armée du Parti communiste des Philippines, a revendiqué, au nom de la "*justice révolutionnaire*", l'assassinat de nombreux soldats, poli-

ciers et autres personnes. Le secrétaire du gouvernement régional, Jaime Ferrer, a été assassiné en juillet 1987. Au cours des élections régionales de 1988, beaucoup de candidats ont été assassinés, tantôt victimes de la NPA, tantôt de rivaux politiques.

D'autres morts ont été attribuées à des militaires de droite qui s'étaient révoltés, ainsi qu'à de puissants "seigneurs de la guerre" régionaux dont on ne sait s'ils sont soutenus ou protégés par les autorités civiles et militaires. (...)

Toutefois, les meurtres et autres crimes perpétrés par des groupes d'opposition ne sauraient justifier les assassinats de représailles commis par des agents du gouvernement. Les forces de sécurité sont chargées de protéger les citoyens et de défendre le système juridique. Quand des membres des forces de sécurité commettent eux-mêmes des assassinats politiques illégaux, d'autres personnes sont en droit de penser qu'elles peuvent agir en toute impunité. (...)

Les exécutions extrajudiciaires aux Philippines ne sont pas le seul souci d'*Amnesty International*. L'Organisation a lancé plusieurs appels en faveur de personnes qui faisaient campagne pour des partis politiques de gauche, et qui ont "disparu" après avoir été, paraît-il, enlevées par des militaires à la suite de l'élection au Congrès de mai 1987. Quelques cas de torture ont été rapportés.

La situation se détériore

Amnesty International est également préoccupée par l'idée que le Congrès pourrait rétablir la peine de mort abolie en février 1987 par la nouvelle Constitution. Les exécutions extra-judiciaires constituent toutefois la violation des droits de l'Homme la plus courante, pour ce qui relève du mandat d'*Amnesty International* aux Philippines. (...)

Bien des questions qui préoccupent les groupes humanitaires aux Philippines ne relèvent pas du mandat d'*Amnesty International* ; il s'agit entre autres de la "militarisation", des déplacements forcés de populations, des blessures infligées aux civils lors de bombardements contre les insurgés. (...)

Les deux premières missions, celles de mai et décembre 1986, ont clairement montré que l'engagement du gouvernement Aquino en matière des droits de l'Homme, ainsi que l'établissement de garanties juridiques, avaient conduit à une véritable amélioration de la situation.

1) La version française de ce rapport a été publiée par l'Association pour les éditions francophones d'*Amnesty International* (AEFAI), Amnesty Internationale, section française, 4 rue de la Pierre-Levée, 75553 Paris Cedex 11. La version originale et complète (la version française est réduite) est disponible sous le titre de "Philippines: Unlawfulkillings by military and paramilitary forces" à l'adresse suivante : *Amnesty International Publications*, 1 Easton Street, London WC1X 8DJ, Royaume Uni.

2) *Amnesty International* appelle "exécution extra-judiciaires" les "homicides illégaux, volontairement perpétrés par des gouvernements ou avec leur accord". L'organisation note qu'"aux Philippines, ces crimes restent impunis".

Minces étaient les preuves de torture systématique et raffinée semblable à celle qui existait sous le gouvernement précédent ; les prisonniers étaient rapidement présentés devant un juge qui les inculpait ou les relâchait. Il semblait n'y avoir presque aucun détenu au secret.

Des cas isolés d'exécution extrajudiciaire furent rapportés : un leader de gauche connu, Rolando Olalia, président de la fédération du syndicat *Kilusang Mayo Uno* (KMU), fut assassiné en novembre 1986. L'armée était mêlée à cet acte. Mais il faut toutefois noter que les violations des droits de l'Homme étaient beaucoup moins nombreuses que par le passé.

Mais au moment de la troisième mission qui eut lieu en juillet 1987, on avait assisté à un regain de violence politique, et le gouvernement ne semblait pas disposé à faire respecter les garanties qu'il avait si fermement offertes l'année précédente, surtout lorsque les militaires et policiers étaient la cible des escadrons de la mort de la NPA. (...)

Pour combattre l'insurrection, le gouvernement encourageait la formation "d'organisations d'auto-défense constituées de civils volontaires", communément appelées groupes "vigilantes", mais il n'exerçait que peu de contrôle sur ces groupes, et des informations se mirent à affluer sur de graves violations tel le meurtre prémédité de personnes soupçonnées d'être des sympathisants de la NPA et de membres d'organisations de gauche. Les "vigilantes" devinrent alors à leur tour la cible de la Nouvelle armée du peuple.

Militaires et insurgés sous Aquino

Les représentants d'*Amnesty International* firent part aux autorités civiles et militaires, tant nationales que provinciales, de leurs préoccupations quant aux assassinats politiques commis par des forces de sécurité régulières et par des groupes paramilitaires irréguliers, dont les "vigilantes". Ils furent informés des efforts entrepris par le ministère du gouvernement local et par celui de la Défense nationale pour tenir un registre officiel de ces groupes et contrôler leurs activités. Mais d'après les informations d'*Amnesty International*, les violations des droits de l'Homme par les forces semi-officielles n'ont fait que s'accroître depuis la mission de juillet.

Les forces armées connurent d'importants changements après février 1986. Lors de la révolte contre le président Marcos en 1986, le rôle qu'avaient joué le chef d'Etat-major, le général Ramos, et le

ministre de la Défense Enrile, donnèrent à l'armée une toute nouvelle image. (...)

Les réformes destinées à améliorer l'image et l'efficacité de l'armée semblent avoir été conçues par l'armée elle-même. D'autres réformes, destinées à améliorer le comportement de l'armée en matière de droits de l'Homme, sont dues à des civils. (...)

Malgré l'engagement qu'avaient pris certains officiers supérieurs de protéger



les droits de l'Homme, l'accent mis par le nouveau gouvernement sur ces droits engendra des tensions au sein de l'armée. D'un côté, le besoin qu'avaient les forces armées de se donner une image de qualité les poussait à empêcher les abus qui avaient fait leur mauvaise réputation auprès de la population civile. Mais de l'autre, cette image de qualité supposait que la lutte contre l'insurrection soit plus efficace. Or, par le passé, c'est précisément lors de cette lutte que bien des droits de l'Homme avaient été violés. (...)

Pour bien des militaires, la défense des droits de l'Homme et la lutte contre l'insurrection semblaient contradictoires. Dans une interview accordée à la BBC le 2 mars 1987, lors de l'émission *File on Four*, Honesto Isleta, porte-parole des forces armées (qui était à l'époque colonel mais est aujourd'hui brigadier général), déclarait : "Si seulement les droits de l'Homme n'étaient pas suspendus au-dessus de nous comme une épée de Damoclès. Peut-être que si on pouvait considérer les membres de la NPA comme (...) des étrangers (...) dans notre pays, pas comme des Philippins, on pourrait aller jusqu'au bout. Au diable les droits de l'Homme..." (...)

Il ne fait aucun doute que la NPA, ainsi que d'autres groupes d'opposition armés comme le Front de libération nationale Moro (MNLF), ont commis des actes de violence contre des non-combattants civils et ont pris pour cible des groupes de gens précis. (...)

Le centre de commandement de la sec-

tion de la NPA située à Manille, la Brigade Alex Boncayao, acheta un espace publicitaire dans le journal *Malaya* du 15 juin 1987. Intitulé "La justice révolutionnaire doit être rendue", le texte énumère les cibles qui seront attaquées par son "escadron de la mort" (l'unité des moineaux) :

1. ceux qui se livrent à des exécutions politiques, à des enlèvements et qui assassinent des civils ou les chefs et les membres d'organisations démocratiques ;

2. ceux qui, par la violence, dispersent les manifestations, piquets de grève, grèves ou toute autre forme de protestation populaire légitime ;

3. ceux qui sont responsables de déplacements forcés de communautés urbaines défavorisées ou qui y participent, ainsi que ceux qui participent à des démolitions ou en sont responsables ;

4. ceux qui organisent, entraînent et recrutent des groupes de miliciens ou autres unités paramilitaires ;

5. ceux qui prêtent leur concours direct à l'armée pour établir, superviser et diriger des réseaux de renseignements et d'espionnage

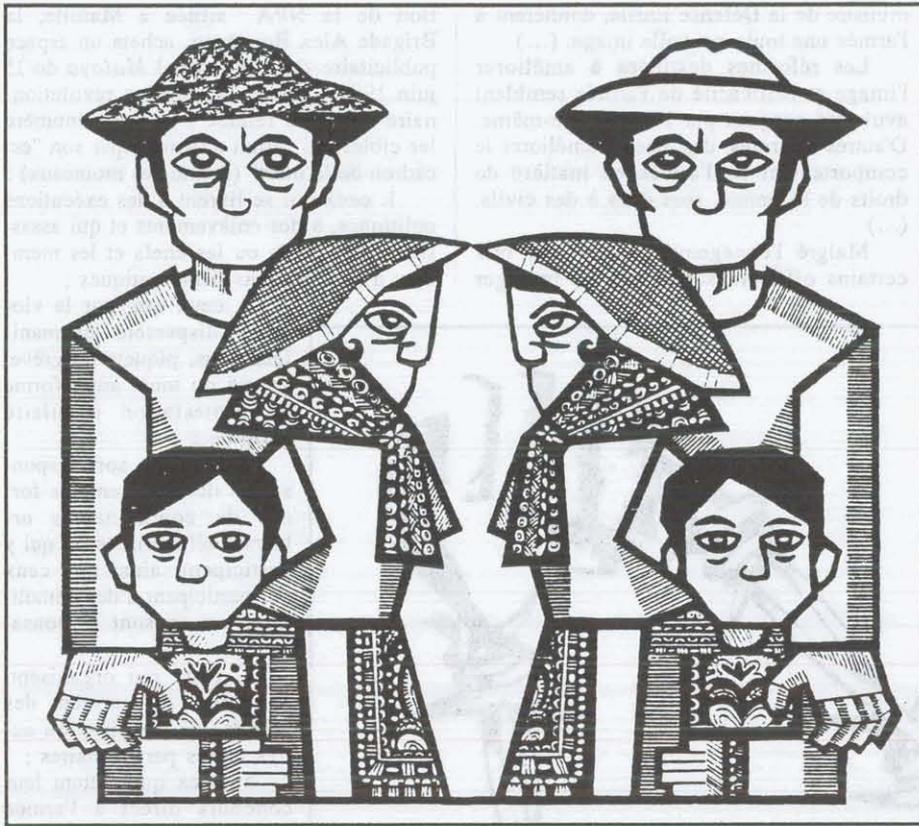
6. ceux qui servent de meneurs et de protecteurs dans les grands syndicats du crime mêlés au trafic de drogue, à la prostitution, aux enlèvements et à l'extorsion. (...)

Des mesures "plus sévères"

Un porte-parole de la Brigade a déclaré à la *Manila Chronicle* que le réseau du CCP de Manille n'avait commencé à participer aux opérations que vers le milieu de 1987, après le cessez-le-feu. Toutefois, vers la fin de 1987, le nombre des assassinats avait entraîné une réaction populaire parmi les habitants de la capitale, et les groupes humanitaires élevèrent des critiques. (Cette protestation populaire mena à un changement de stratégie annoncé publiquement par la Brigade de Manille, dont le porte-parole déclara en décembre 1987 qu'aucun policier ne serait plus tué et que le choix des victimes deviendrait "plus sélectif"). (...)

La montée de la violence politique a conduit certains militaires à exiger que des mesures plus sévères soient prises contre les personnes soupçonnées de subversion. En septembre 1987, des représentants du ministère de la Défense et de l'armée rédigeaient un projet d'acte sur la sécurité intérieure, semblable à ceux qui existent en Malaisie et à Singapour ; cet acte autoriserait la détention sans procès de personnes accusées de subversion, le rétablissement de la peine de mort, et la création d'une carte d'identité nationale.

Les lois en vigueur en Malaisie et à Singapour ont permis d'arrêter et de déte-



nir sans accusation, et ce pour une durée indéfinie, des gens soupçonnés d'atteinte à la sûreté de l'Etat, et dont beaucoup sont des prisonniers d'opinion selon *Amnesty International*. (...)

Amnesty International a reçu un certain nombre de rapports sur des exécutions extrajudiciaires qui auraient eu lieu dans les derniers mois de 1986. Le nombre de ces rapports a augmenté après la reprise des combats entre la NPA et les troupes gouvernementales, à la suite de l'échec des négociations de janvier 1987. Ces exécutions extra-judiciaires auraient inclus des assassinats de non-combattants, lors d'opérations montées contre la NPA, généralement dans des zones rurales, ainsi que des assassinats de membres d'associations de gauche légales. (...)

(Dans la suite de ce chapitre, *Amnesty International* décrit toute une série d'assassinats commis directement par l'armée dans de nombreuses provinces du pays).

Assassinats des paramilitaires

De nombreuses exécutions extrajudiciaires portées à la connaissance d'*Amnesty International* au cours de la mission de juillet 1987 rappellent les massacres commis sous le régime de Marcos par des unités paramilitaires agissant sur les ordres de l'armée régulière ou avec son accord. Les exactions commises par des groupes paramilitaires et notamment par les CHDF ont été telles que leur démantèlement a été réclamé par de nombreuses organisations lors de la prise de pouvoir du gouvernement Aquino.

(...) Le déclin des activités militaires contre les insurgés en 1986 et notamment l'annonce d'un cessez-le-feu de soixante jours à compter du 10 décembre 1986, journée des droits de l'Homme, avait entraîné une diminution des violations des droits de l'Homme commises par l'armée et les groupes paramilitaires.

Toutefois les opérations contre-révolutionnaires ont repris à une grande échelle dès la fin du cessez-le-feu ; les militaires, dans le souci de contenir la rébellion, ont alors encouragé et autorisé la formation "d'organisations d'auto-défense formées de volontaires civils" qui avaient pour tâche de patrouiller dans leur quartier et de signaler aux autorités locales la présence d'étrangers ou d'individus suspects. L'apparition de ces organisations a correspondu à un effort d'amélioration des capacités de collecte d'information à la base, l'une des fonctions principales des CHDF que la Présidente Aquino s'était engagée à démanteler.

Le modèle promu par les militaires était celui d'*Alsa Masa* ("Debout les masses"), mouvement apparu au début de 1986 à Agdao, quartier de Davao City, qui était sous le contrôle de la NPA en 1984 et 1985 ; la formation d'*Alsa Masa* y a d'ailleurs plus ou moins coïncidé avec l'élimination de la NPA. (...)

L'idée de créer des organisations du *Alsa Masa* s'est répandue dans tout le pays au point qu'au début de 1988, il y en aurait environ 200, généralement connues sous le nom de groupes "vigilante", certaines ayant même adopté le nom d'*Alsa Masa*. Si, en théorie, il ne s'agit pas, comme l'indiquent d'ailleurs les militaires, d'organisations paramilitaires c'est pourtant ce qu'elles semblent être devenues sans la pratique. Leurs membres sont

armés de fusils ou d'armes traditionnelles comme les *bolos* (machettes), ils fournissent des renseignements aux militaires ; certains peuvent même disposer de véhicules militaires et ils accompagnent fréquemment les forces régulières en patrouille ou en opération.

La contribution à la lutte contre-révolutionnaire n'est pourtant pas leur seule fonction ; en janvier 1988 à l'approche des élections, de nombreux observateurs et notamment l'influent rédacteur en chef de la *Manila Chronicle*, ont exprimé la crainte que les groupes "vigilante" ne deviennent des armées privées au service des candidats.

Il est de plus en plus difficile d'établir une distinction entre les anciennes CHDF, les groupes paramilitaires et les nouveaux "volontaires civils". (...)

Les groupes ayant une attitude anti-communiste quels que soient leur nom ou leur réputation, bénéficient d'une nouvelle légitimité dans le cadre de l'incitation des citoyens à participer à la lutte anti-communiste. (...)

Les hauts fonctionnaires eux-mêmes ne sont pas d'accord sur la définition exacte des "organisations d'auto-défense formées de volontaires civils". (...)

Le débat autour des "vigilantes"

La confusion quant à la nature de ces groupes peut expliquer pourquoi le terme de "vigilante" s'applique indistinctement à tous les groupes civils qui participent à la lutte contre-révolutionnaire, qu'il s'agisse de groupes d'anciens ou nouveaux, armés ou non armés. Le colonel Calida a déclaré à *Amnesty International* qu'il n'aimait pas le terme "vigilante" car il impliquait que les volontaires civils étaient "à la fois juges et exécuteurs" alors que les membres d'*Alsa Masa* étaient des citoyens respectueux des lois. Il existe pourtant des preuves indubitables que des membres d'*Alsa Masa* et d'autres groupes "vigilante" se sont rendus coupables de graves violations des droits de l'homme et notamment d'assassinats politiques et que les commandants militaires locaux semblent avoir été au courant et avoir parfois encouragé leurs actions. (...)

(Dans la suite de ce chapitre, *Amnesty International* donne de nombreux exemples d'assassinats commis par les "vigilantes")

Les informations faisant état de violations des droits de l'Homme imputables aux groupes "vigilante" coïncident avec un débat animé aux Philippines sur le rôle de ces groupes. (...)

Les opposants aux "vigilantes" se classent en trois catégories : la première reconnaît que les organisations civiles de défense peuvent être nécessaires dans certains cas tout en s'inquiétant de leur mode de fonctionnement en pratique. Le Comité présidentiel pour les droits de l'Homme (actuellement supprimé) a déclaré ouvertement ne pas être opposé à l'existence d'organisations d'auto-défense formées de volontaires civils "sous réserve qu'elles

limitent strictement leur intervention au quartier, que leurs membres ne soient pas armés et que le recrutement se fasse sur la base du strict volontariat".

La seconde catégorie regroupe ceux qui s'opposent au concept d'organisation d'auto-défense formée de civils car ils y voient une contradiction avec l'interdiction des forces armées privées contenue dans la Constitution. Ils estiment que l'idée de défense contre une attaque armée implique obligatoirement en retour l'usage des armes ce qui devrait être réservé aux forces armées régulières. Ils craignent que des civils ostensiblement armés pour l'auto-défense ne se retrouvent au service d'hommes politiques et de grands propriétaires. (...)

Un pion dans la stratégie contre-insurrectionnelle

Un troisième groupe pense que les groupes "vigilante" n'ont pas été créés pour être des organisations d'auto-défense mais plutôt comme élément de la stratégie militaire contre-révolutionnaire pour fournir un moyen extrajudiciaire permettant d'identifier, de harceler et parfois d'éliminer les partisans présumés de la NPA. L'un des défenseurs de ce point de vue à Davao a écrit en mai 1987 au sujet d'Alsa Masa : "Elle représente un atout inestimable pour les militaires car elle leur permet de garder une image "propre" en tant que "nouvelle" AFP, tout le "sale travail" d'intimidation étant laissé à l'Alsa Masa dont les membres n'ont à répondre de leurs actes devant aucune autorité ; les victimes ne trouvent donc personne à qui se plaindre et l'Alsa Masa et les militaires sont protégés contre toutes poursuites légales".

Amnesty International reconnaît que les gouvernements ont la responsabilité de prendre des mesures face aux menaces pesant sur leur sécurité en estimant cependant qu'ils ont légalement la responsabilité de s'assurer que les groupes créés à cette fin respectent la loi et ne portent pas atteinte aux droits de l'Homme. L'Organisation est préoccupée par les preuves de coopération entre ces groupes et les forces armées régulières dans tout le pays et estime que le gouvernement doit par conséquent être tenu pour responsable des violations des droits de l'Homme commises par leurs membres. (...)

Selon les informations parvenues à Amnesty International, il semble que l'adhésion aux organisations de défense civile ne soit pas entièrement volontaire dans certaines régions. Des personnes détenues en raison de leur soutien présumé à la NPA dans deux régions ont été relâchées à condition de rejoindre les

groupes d'Alsa Masa existant dans leur localité ou de fonder de nouveaux groupes. (...)

Le général Dionisio Tan-Gatue a implicitement reconnu lors d'une entrevue accordée à Manille en juillet 1987 à des représentants d'Amnesty International que l'adhésion n'était pas toujours volontaire et il a ajouté que les militaires devaient "convaincre" les gens en utilisant les mêmes méthodes que celles de la NPA car ils étaient en compétition pour gagner la même population. Le recrutement forcé est susceptible de favoriser les violations des droits de l'Homme dans le cas où ceux qui refusent deviennent la cible d'exactions.

Les représentants d'Amnesty International ont constaté que dans certains cas des criminels étaient encouragés à rejoindre les organisations de défense civile plutôt que d'en être écartés. Le général Tan-Gatue a déclaré aux représentants de l'Organisation que le commandant militaire avait toute liberté pour décider qui pouvait faire partie de ces organisations et a ajouté en réponse à une question d'Amnesty International sur un cas précis, que les hommes qui auraient décapité, à

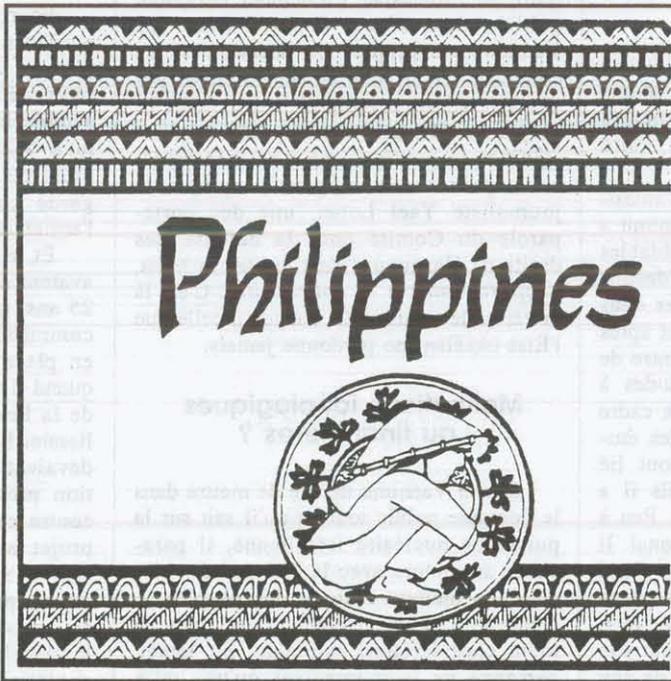
de défense civile, bon nombre d'entre elles semblent être allées bien au-delà. Les représentants d'Amnesty International ont pu constater que les exécutions extrajudiciaires de membres présumés de la NPA étaient le plus souvent des mesures de représailles suite à l'assassinat par la NPA de parents de membres du groupe responsable.

Toutefois les combattants de la NPA qui sont difficiles à identifier et à localiser ne sont pas la cible directe de ces représailles qui frappent plutôt les membres non armés d'organisations de gauche légales et agissant ouvertement au sein de la communauté. Lorsque les autorités civiles ou militaires estiment qu'il existe des éléments tendant à prouver que les membres de ces organisations aident ou hébergent les insurgés, une plainte doit être déposée contre eux en justice et, s'ils sont inculpés, ils doivent pouvoir bénéficier d'une procédure normale. Le grand nombre d'assassinats portés à la connaissance d'Amnesty International laisse penser que le principe selon lequel les organisations de défense civile doivent limiter leurs activités à la collecte non violente de renseignements et aux patrouilles nocturnes, n'est pas respecté dans la pratique. (...)

Le lien armée-vigilantes

Aucun lien ne semble avoir été établi pour l'instant entre les groupes culturels tels le *Sagrado Corazon Señor* ou les *Tadiads* et les forces armées régulières ; aucune déclaration publique n'a précisé si les directives concernant les organisations civiles d'auto-défense s'appliquaient également à eux. Vu le grand nombre d'exactions commises par les membres de ces groupes et étant donné qu'il a été prouvé qu'ils agissaient de concert avec les forces armées régulières et les groupes "vigilante", il est indispensable qu'ils subissent un contrôle strict et que les militaires soient également tenus pour responsables des violations des droits de l'Homme qui leur sont imputables.

(Dans la suite de son rapport, Amnesty International montre l'inefficacité des procédures d'enquêtes menées par l'administration aux Philippines et conclut sur un ensemble de recommandations.) ■



Leyte, deux présumés "collecteurs d'impôt" de la NPA et avaient ensuite été recrutés par la "force d'auto-défense du barangay" parrainée par l'armée étaient peut-être considérés comme des héros dans leur quartier. Amnesty International considère que si des individus ayant eu des activités illégales, quels que soient le soutien dont ils disposent localement ou leur position au sein de leur communauté, sont recrutés par les groupes "vigilante" parrainés par l'armée, la population estimera inévitablement que l'armée cautionne leurs actes et que l'impunité est assurée à ceux qui en feraient autant.

Bien que les directives promulguées par le gouvernement et l'armée insistent sur le caractère défensif des organisations

Condamnation de Mordechai Vaanunu

LA COUR DE DISTRICT de Jérusalem a condamné Mordechai Vaanunu à 18 ans de prison pour trahison et espionnage. Son avocat, Maître Avidgor Feldman déclarait être surpris par la lourdeur du verdict ; ce serait plutôt la naïveté d'un des meilleurs avocats du pays qui surprend : qu'espérait-il ? Soit l'on admet le point de vue de l'Etat, soutenu dans ce cas par une partie importante de l'opposition de gauche, et alors Vaanunu est effectivement un traître, soit on reconnaît qu'il a rendu un très grand service à l'humanité en avertissant l'opinion publique internationale, auquel cas l'ancien technicien du réacteur nucléaire de Dimona mérite le prix Nobel de la Paix. Il était dès le départ plus que douteux que des juges israéliens optent pour la seconde option...

Michel WARSCHAWSKI

LE "CAS VAANUNU" bouleverse bien des schémas et dépasse ce que la grande majorité de la société israélienne peut admettre, voire comprendre.

Né d'une famille d'immigrants marocains très pauvres, Mordechai Vaanunu a réussi, là où la plupart de ses semblables ont échoué : il a pu sortir de son "destin" de Juif marocain condamné à rester dans les coulisses de la vie israélienne, et après avoir travaillé pendant 8 ans au centre de Dimona, a pu commencer des études à l'Université de Beer Sheva. Dans le cadre de ses études il a pu rencontrer des étudiants progressistes, et s'est surtout lié aux étudiants arabes avec lesquels il a mené des discussions passionnées. Peu à peu, il s'éloigne du consensus national. Il rejoint pour quelques semaines le Parti communiste israélien, qu'il quitte à cause de divergences politiques. Ce dernier fera, après l'arrestation de Mordechai, tout son possible pour effacer toute trace de son court séjour dans les rangs du Parti, y compris... détruire sa carte.

Mais pour Mordechai les réponses de la gauche réformatrice devenaient de plus en plus insatisfaisantes et, comme il l'écrivait plus tard depuis sa cellule, il n'a pas eu l'opportunité de rencontrer la gauche anti-sioniste. Pour lui, l'Etat d'Israël n'est pas réformable, ni dans les relations d'oppression et d'exploitation des Juifs orientaux, ni dans ses rapports au peuple palestinien. Un changement révolutionnaire lui semble lointain, si ce n'est impossible, il décide donc de quitter le pays, et se convertit même au christianisme. Cette décision choquera, même dans l'extrême-gauche, pour qui la conversion signifiait pour le moins, un déséquilibre mental. Pourtant, dans une

lettre au Professeur Emmanuel Farajoun, publiée dans *News From Within* (1), Vaanunu s'explique. La décision de se convertir n'était pas un acte motivé par des aspirations mystiques, mais plutôt le moyen d'affirmer une rupture totale : "Quitter le judaïsme, ce n'est pas seulement quitter une religion" explique la journaliste Yael Lotan, une des porte-parole du Comité pour la défense des droits de Vaanunu, "c'est quitter la tribu, l'appartenance à la collectivité". C'est là la véritable trahison de Vaanunu, celle que l'Etat israélien ne pardonne jamais.

Motivations idéologiques ou financières ?

Quand Vaanunu décide de mettre dans le domaine public tout ce qu'il sait sur la puissance nucléaire israélienne, il parachève sa rupture avec la "solidarité nationale" en mettant l'intérêt des peuples, y compris le peuple israélien, au-dessus de toute considération nationale. En Israël, personne ne peut imaginer qu'une telle chose puisse se passer.

La publication des secrets de Dimona par le *Sunday Times* jette un certain désarroi dans la société israélienne. Pour la grande majorité des Israéliens, il s'agit d'un vulgaire cas d'espionnage, grassement payé par le prestigieux hebdomadaire britannique ; on parle de plusieurs centaines de milliers de livres sterling ! Cette hypothèse, soigneusement entretenue par la presse sioniste, est acceptée également par la gauche : un Marocain ! Qui peut croire qu'il soit motivé par un idéal progressiste ? S'il a rompu avec la solidarité nationale, cela ne peut être que pour de l'argent !

Une analyse, même superficielle, de la manière dont Vaanunu a divulgué ce qu'il savait sur Dimona montre facilement qu'il

ne s'agissait pas d'espionnage, ou de préméditation : c'est avec une certaine naïveté, que Vaanunu a dévoilé les secrets qui étaient en sa possession, photos à l'appui, dans un cercle d'étude... de la paroisse à laquelle il s'était affilié en Australie. D'où la seconde hypothèse reprise par certains progressistes israéliens : Vaanunu est un agent du Mossad, les services secrets israéliens. Le fait est que les services secrets israéliens suivaient déjà Vaanunu - cela a été catégoriquement prouvé par le *Sunday Times* - avant même que l'hebdomadaire britannique ait publié les secrets de Dimona, et que rien, apparemment, n'a été fait pour l'empêcher de continuer. Qui plus est, comment a-t-il pu prendre des photos des installations les plus secrètes d'Israël si ce n'est avec l'aide des services secrets ? L'hypothèse selon laquelle Vaanunu aurait travaillé pour le Mossad s'expliquerait par la volonté des autorités israéliennes de mettre en garde le monde arabe en rendant public l'état réel des forces nucléaires sionistes.

Mettre en garde l'opinion publique

Pourtant, à moins d'être conditionné par l'idée selon laquelle un Israélien - et de plus un Juif oriental - ne trahit pas son pays, si ce n'est pour de l'argent, tout semble indiquer que Vaanunu est bien ce qu'il affirme être : un combattant de la cause de la paix, prêt à tout pour mettre en garde contre le danger que représente l'armement atomique israélien.

Et le danger est extrême, contre lequel avaient déjà mis en garde, il y a plus de 25 ans, quasiment tous les membres de la commission sur l'énergie nucléaire mise en place par le gouvernement lui-même quand il décidait de développer, avec l'aide de la France, une énergie nucléaire israélienne. Les membres de cette commission devaient d'ailleurs donner, à une exception près, leur démission pour protester contre ce qu'ils considéraient comme un projet aventuriste. Depuis lors, c'est le secret le plus absolu qui permet tous les abus : personne ne sait par exemple qui est responsable des décisions concernant le développement, voire l'utilisation du potentiel nucléaire israélien ; le parlement n'a jamais discuté de ces problèmes... puisque la bombe n'existe pas, et d'anciens ministres interrogés sur la question avouent ne s'être jamais posé la question ! Il n'y a donc aucun contrôle, aucune commission de contrôle, ne serait-ce que sur les questions de sécurité de la population et de l'environnement. Qui plus est, Israël se refuse à signer le traité de non-prolifération de l'armement nucléaire et a toujours rejeté tout contrôle international sur ses centrales nucléaires, même de la part d'un ami aussi puissant que généreux comme les Etats-Unis.

Dans un tract distribué par le Comité pour la Défense des droits de Mordechai

1) Bulletin du Centre d'information alternative que dirige Michel Warschawski

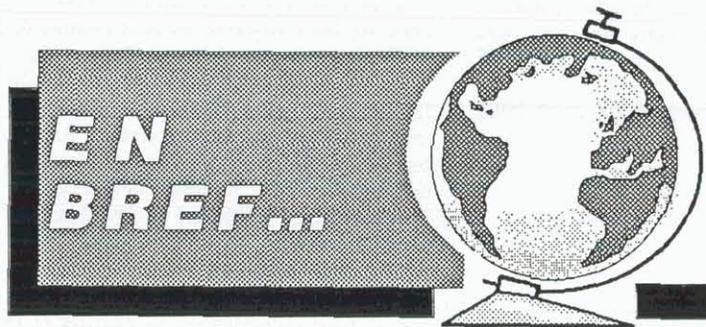
Vaanunu, il était dit : "De nombreuses fois le gouvernement israélien a montré qu'il ne reculait devant rien. L'armement nucléaire dans de telles mains est un danger réel pour le monde entier". Le seul moyen de lier les mains à des gens capables de détruire la centrale nucléaire irakienne, de tuer près de 150 personnes, en moins de 4 mois, parce qu'ils lancent des pierres et brûlent des pneus, d'envahir le Liban pour y faire régner les Phalanges et de laisser massacrer par ces derniers, plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, à Sabra et Chatila, est de démasquer ses secrets afin d'alerter l'opinion publique locale et internationale. C'est le choix de Mordechai Vaanunu.

L'affaire Vaanunu n'a pas provoqué de vague d'hystérie chauvine et maccarthyste telles qu'on a pu en connaître, par exemple, lors de l'arrestation du soi-disant réseau d'espionnage dirigé par Daud Turki et Udi Adiv en 1972. La surprise a rapidement fait place à l'indifférence générale. Ceci reflète les mutations profondes de la société israélienne et l'affaiblissement net de la propagande sécuritaire et de ses effets sur la société. Il en va évidemment tout différemment pour la classe politique et les médias, qui ont fait front uni contre la "trahison", la gauche sioniste se mettant une fois de plus aux avant-postes de la défense du nucléaire et du secret qui l'entoure.

Mais si Mordechai Vaanunu a voulu réveiller la société israélienne, ou au moins une partie d'entre-elle, sur les dangers que représente l'armement nucléaire israélien, il a échoué dans son entreprise. Si Mordechai Vaanunu a reçu le prestigieux prix Nobel de la Paix alternatif, c'est à la solidarité internationale qu'il le doit, et certainement pas au mouvement anti-nucléaire qui est inexistant en Israël.

Certes, pour la première fois en Israël, des centaines de personnes, y compris certains intellectuels de renom, se sont mobilisés en défense de Vaanunu dont l'enlèvement à Rome, tout autant que ses conditions de détention draconiennes sont de véritables scandales. La campagne menée par le Comité pour la Défense des droits de Vaanunu, pour un procès public et des conditions de détention normales - fin de l'isolement total dans lequel il se trouve, arrêt des brimades, droit de rencontrer sa fiancée - a eu un certain écho dans les médias et a permis de faire entendre le point de vue de la victime après que les autorités aient monopolisé l'information au mépris des droits les plus élémentaires d'un inculpé. Mais ce pourquoi Mordechai Vaanunu a été prêt à prendre des risques énormes et qui lui coûte aujourd'hui 18 ans de prison, à savoir la dénonciation du danger nucléaire israélien parmi ceux qui seront ses premières victimes, reste encore à faire. Il en va de l'avenir de la nation israélienne, ce qui pèse de peu dans le choix des dirigeants sionistes. ■

Avril 1988



NOUVELLE-CALÉDONIE

Communiqué du FLNKS

Quatre jours après le déclenchement des actions dont le principe avait été décidé en congrès, pour la première fois, le FLNKS donne une conférence de presse pour informer les opinions nationale et internationale. Depuis mars 1986, Bernard Pons, ministre des colonies du gouvernement français, a mis en place tous les ingrédients nécessaires au déclenchement d'une guerre coloniale : dispositif militaire partout chez les Kanaks, provocations incessantes des individus kanaks et de l'ensemble du peuple kanak. Cette mise en place a provoqué l'organisation d'une résistance légitime du peuple kanak.

Aujourd'hui pour des raisons électoralistes métropolitaines, Bernard Pons engage des opérations de guerre coloniale pour écraser cette résistance. Depuis ces derniers jours, le peuple kanak intensifie sa résistance contre l'ordre colonial français sur tout le territoire de Kanaky. Malgré cela Pons, persiste à nier l'ampleur du soulèvement du peuple kanak organisé par le FLNKS.

A Ouvéa, en libérant onze gendarmes détenus, les camarades faisaient un geste d'ouverture prouvant ainsi leur volonté de négocier sur les trois points exposés. Pons répond à cette volonté de dialogue par des opérations de guerre coloniale contre l'ensemble de la population d'Ouvéa comme ailleurs (saccage méthodique des tribus, prise en otage des hommes de certaines tribus, regroupement de populations comme en Algérie, etc...).

A Canala, en application des ordres donnés par Pons, les forces de l'ordre tirent à vue sur les Kanaks. Une jeune fille a été tuée. La décision prise d'évacuer la population européenne alors qu'elle n'a jamais été la cible des actions de camarades, nous laisse penser que les forces armées se préparent à une action d'envergure contre les kanaks.

A Saint-Louis, les CRS qui interviennent en dehors de leur zone urbaine défont les barrages d'autodéfense de la tribu ouvrant ainsi le passage aux milices armées du RPCR, pour qu'elles tirent sur les habitants. Nos militants ont heureu-

sément riposté à ces agressions. Les mesures d'exception annoncées par le ministre Bernard Pons ne peuvent être dissociées des tentatives du candidat Chirac d'engager tous les moyens pour aborder dans les meilleures conditions possibles, le deuxième tour des présidentielles. La majorité sort très affaiblie du premier tour et Chirac se retrouve aujourd'hui l'otage de Le Pen et du Front national. Placé au pied du mur, le gouvernement Chirac se trouve dans l'obligation de flatter les sentiments sécuritaires de l'électorat du Front national, et la Nouvelle-Calédonie devient de ce fait un enjeu capital dans la campagne du deuxième tour des élections.

Le voyage express de Pons en Kanaky, la dramatisation de sa mission, la fermeté du langage adopté par le ministre et l'amplification de la répression sur le terrain, ne procèdent que de cette volonté de coupler la stratégie électorale de Chirac à l'évolution de la situation en Nouvelle-Calédonie.

La politique du tandem Chirac-Pons vient de subir un échec cuisant dans l'ensemble des DOM-TOM. Contrairement à toutes les prévisions, et malgré les formidables cadeaux électoraux distribués par les fédéraux du RPR dans les colonies, les candidats de droite sont battus à plate couture par François Mitterrand. Ce résultat est la sanction populaire d'une politique néfaste qui a consisté à privilégier les intérêts des potentats locaux et à consolider les intérêts de l'impérialisme français dans les colonies.

A la lumière des résultats électoraux dans l'ensemble des DOM et TOM, les 70% récoltés par Chirac en Kanaky apparaissent comme une anomalie. Ce plébiscite colonial atteste des moyens mis en œuvre par le gouvernement de droite depuis mars 1986 pour se constituer une majorité artificielle, quitte à pousser à l'extrême les provocations contre le peuple kanak, et à entraîner les différentes communautés dans une logique d'affrontement. Si la situation en Kanaky se singularise dans le contexte d'une politique coloniale qui aboutit partout à l'échec, c'est parce que l'on bafoue et humilie le peuple kanak comme nulle part ailleurs. Si, en Martinique, en Guadeloupe, et à la Réunion, les populations opprimées ont exprimé leur ras-le-bol de Chirac et de Pons par le biais du suffrage universel, la situation de négation de ses droits histo-

riques a conduit le peuple kanak à engager d'autres moyens pour se faire entendre. ■

Nouméa le 26 avril 1988.

PHILIPPINES

Arrestations aux Philippines

Le 29 mars 1988, date du 19e anniversaire de la fondation de la Nouvelle armée du peuple (NPA), aura été un jour faste pour le régime philippin. Les services de renseignements de l'armée ont réussi à arrêter des cadres du Parti communiste philippin (PCP), à San Juan, un quartier de l'agglomération de Metro-Manille. Parmi les sept militants capturés, se trouvent des responsables nationaux du Parti. Selon les informations données par l'état-major militaire, il s'agirait de:

* Rafael Baylosis, alias Manching ou Kumander Dong, 39 ans, secrétaire général du PCP;

* Romeo "Rolly" Kintanar, principal dirigeant de la NPA (responsable notamment de son corps d'élite);

* Benjamin de Vera, alias Kumander Benjie, membre du bureau politique, responsable de la commission chargée de suivre l'importante île méridionale de Mindanao;

* Napoleon Manuel, responsable de la logistique de la NPA, et sa femme Iñez;

* Marco Palo, membre du comité de liaison du PCP.

L'actuel président du PCP, Benito Tiamson, se serait lui aussi trouvé à Manille et aurait échappé de justesse à l'arrestation.

Il y a un an et demi, le 29 septembre 1986, le précédent président du parti, Rodolfo Salas, avait été arrêté dans la capitale quand il sortait d'un hôpital et alors que le gouvernement, le Front national démocratique (NDF) et le PCP négociaient un cessez-le-feu. L'avocat Jose Diokno, ancien sénateur et responsable du Comité présidentiel sur les droits de l'Homme avait écrit, peu avant sa mort, à Corazon Aquino, pour protester contre les conditions de sa détention.

Salas, 41 ans, connu aussi sous le nom de Rudy et de Kumander Bilog, avait été détenu une première fois en juin 1973, mais il s'était rapidement échappé. Il était devenu, au fil des ans, l'un des cadres du PCP les plus recherchés par les forces de répression.

L'armée déclare avoir aussi capturé en novembre 1987 un ancien cadre du Comité central du PCP, Juanito Rivera, et, en février dernier, la "commission pour les Visayas occidentales" (les Visayas est le nom donné au groupe d'îles situées au centre de l'archipel).

Ce n'est pas la première fois que le

PCP subit de tels coups. Au milieu des années 70, les dirigeants les plus connus du PCP (dont son président d'alors, Jose Maria Sison, alias Amado Guerrero) et de la NPA (Bernabe Buscayno, alias Kumander Dante) avaient été arrêtés. Au début des années 80, les dirigeants les plus connus du Front national démocratique (Horacio "Boy" Morales) et des Chrétiens pour la libération nationale (Edicio "Ed" de la Torre) étaient tombés à leur tour.

Ces arrestations n'avaient pas empêché le parti communiste, la guérilla et le mouvement national démocratique de continuer à se développer. Les dirigeants incarcérés avaient par ailleurs été libérés en 1986, après la chute de la dictature Marcos.

Le coup de filet réussi par l'armée ce mois de mars 1988, intervient au moment où le PCP traverse une période politiquement difficile pour la gauche, et à un moment où toutes les inquiétudes sont permises quant au sort qui attend les détenus. *Amnesty International* vient en effet de

publier un rapport (dont nous publions dans ce numéro de larges extraits) dans lequel elle s'inquiète de la dégradation rapide de la situation dans le pays, en ce qui concerne le respect des droits de l'Homme. Il est notamment à craindre que les détenus ne soient soumis à la torture, dont l'usage tend de nouveau à se généraliser.

Le terrorisme d'Etat, qu'il soit officiel (avec les assassinats commis par l'armée) ou parallèle (avec l'action des "escadrons de la mort" philippins et des groupes de *vigilant*), prend des proportions de plus en plus graves. La lutte de fraction dans l'armée est loin d'être terminée, comme le montre l'évasion, le 2 avril, de Gregorio "Gringo" Honasan, principal artisan du coup d'Etat manqué d'août 1987, et d'autres officiers factieux.

Il importe dans ces conditions que la solidarité internationale se manifeste rapidement. ■

15 avril 1988

Le numéro 28 de **Q U A T R I E M E** **INTERNATIONALE**

EST PARU !

AU SOMMAIRE :

* **LE DEBAT SUR LE "SOCIALISME DE MARCHÉ", mis à l'ordre du jour notamment par la reconnaissance de l'échec de la planification bureaucratique en URSS, en Chine et en Europe de l'Est et par les tentatives de réformes économiques dans ces pays.**

Alec Nove, auteur du livre *The Economics of Feasible Socialism*, répond à l'article d'Ernest Mandel paru dans le n° 25 de la revue; dans une nouvelle contribution, Ernest Mandel approfondit le débat.

* **LA TECHNOLOGIE GENETIQUE ET LES NOUVELLES TECHNIQUES DE REPRODUCTION, au cœur des débats actuels du mouvement des femmes, en particulier en Allemagne et aux Etats-Unis, font l'objet de notre dossier.**

Contributions de Wolfgang Hien, Robert Lochhead et de Leonora Lloyd.

* **LES VERTS ALLEMANDS, MYTHES ET REALITES.**
Nous présentons deux approches différentes de ce phénomène politique, avec une analyse de Hans-Jürgen Schulz et un chapitre du livre *The Germans Greens* de Werner Hülsberg, introduites par Angela Klein.

* **LEON SEDOV, CINQUANTE ANS APRES.**
Rodolphe Prager introduit un article de Leon Sedov, mort il y a cinquante ans en exil à Paris, consacré au combat de l'Opposition bolchevique en URSS.